

LA LOUVETERIE

La destruction des animaux nuisibles

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Vendredi 13-Juin 1930, à 14 heures

PAR

Maxime BERTIN

Président : M. MESTRE, Professeur

Suffragants { MM. PERREAU. } *Professeurs*
 { LAFERRIÈRE. }

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot — PARIS (V^e)

1930

THÈSE POUR LE DOCTORAT

tertii.

A

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA LOUVETERIE

La destruction des animaux nuisibles

THESE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Vendredi 13 Juin 1930, à 14 heures

PAR

Maxime BERTIN

Président ; M. MESTRE, Professeur

Suffragants { MM. PERREAU. } *Professeurs*
 { LAFERRIÈRE. }

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot — PARIS (V^e)

1930



Bibliographie

VILLEQUEZ (F. F.). — *Du droit de destruction des animaux malfaisants et nuisibles et de la louveterie* (Paris, 1884).

PUTON. — *La Louveterie* (Nancy, 1872).

LEBLOND (P.). — *Code de la chasse et de la Louveterie* (Paris, 1906).

FIRMIN-DIDOT et C^o. — *La Louveterie*, publié sous les auspices de l'Association des Lieutenants de L. de France (Paris, 1929).

SOUDÉE (G) — *Chasse et destruction des animaux malfaisants ou nuisibles* (Paris, 1907).

NEYREMAND (de). — *Du droit de destruction des animaux malfaisants ou nuisibles* (Paris, 1878, 2 vol.).

BERRIAT de SAINT-PRIX. — *Législation de la Chasse et de la Louveterie commentée* (Paris, 1845).

Table des Matières

Introduction	1
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

<i>Historique</i>	5
Chapitre premier. — Des origines au XVI ^e siècle	5
Chapitre II. — A partir du XVI ^e siècle	10
Chapitre III. — De 1789 à 1814	18
Chapitre IV. — De 1814 à nos jours	26

DEUXIEME PARTIE

<i>Section I.</i>	39
Chapitre unique. — Détermination des animaux nuisibles	39
<i>Section II.</i> — Destruction des animaux nuisibles	49
Chapitre premier. — Par les particuliers	49
Chapitre II. — Sur l'initiative des autorités : le Maire, le Sous-Préfet le Préfet	61
<i>Section III.</i> — Les agents préposés à cette destruction	68
Chapitre premier. — Les lieutenants de louveterie et leurs fonctions	68
Chapitre II. — Le fonctionnement de la louveterie	76
<i>Section IV.</i>	96
Chapitre unique. — La destruction des animaux nuisibles en Alsace- Lorraine	96
Annexe	105
Conclusion	125

INTRODUCTION

La chasse peut être envisagée comme un plaisir, un délassement dont l'objet est la recherche et la capture des animaux sauvages.

En raison même de l'extension prise par elle de nos jours, la chasse a aussi une importance économique incontestable. L'élevage et le repeuplement du gibier, sa vente et sa consommation, la fabrication des armes et des munitions sont aujourd'hui des branches d'activité qui valent d'être signalées.

Mais, l'exercice de la chasse soulève des problèmes juridiques nombreux : droits des propriétaires, protection du gibier, police de la chasse, autant de points de droit qui ont été réglementés, dans la plupart des législations, et, en France, par la loi du 3 mai 1844.

Enfin la chasse présente un intérêt beaucoup plus général si on la considère comme le moyen de protéger les personnes et les biens contre les méfaits des animaux nuisibles ou dangereux.

Sans doute, la destruction de ces animaux incombe en premier lieu à ceux-là mêmes qui en sont les victimes. Mais les moyens individuels de destruction se sont bientôt révélés

insuffisants et il existe, en France, une organisation spéciale, une sorte de service public, chargé depuis une époque fort lointaine de cette mission de destruction : nous voulons parler de la *Louveterie*.

Certes, ce service, par sa dénomination même, indique le but spécial en vue duquel il fut créé et maintenu, mais le loup n'étant pas le seul animal qu'il importe de rechercher et de détruire, la louveterie est appelée de nos jours encore à jouer un rôle dont l'utilité mérite d'être étudiée.

Tel sera le but du présent travail.

PREMIÈRE PARTIE

Historique

CHAPITRE PREMIER

La Louveterie

Des origines au XVI^e siècle.

A toutes les époques, l'autorité, quelle qu'elle soit, a été amenée à se préoccuper des animaux nuisibles, dont le plus connu et le plus dangereux fut longtemps le loup. C'est ainsi que dès le règne de Charlemagne, on trouve des textes prescrivant des mesures pour la destruction des loups.

En effet, un capitulaire de 813 (*capitulare secundum anni DXXXIII, caput VIII*) institue le premier corps de louvetiers, les « luparii ¹ ». Les comtes devaient les désigner à raison de deux par vicairie (subdivision du comté).

Les « luparii » étaient dispensés du service militaire ; il leur était accordé une mesure de grains sur les levées faites pour l'empereur. Pour contrôler les résultats de leur action,

1. Ut vicarii luparios habeant unusquisque in suo ministerio duos. Et ipsi de hoste pergendi et de placito comitis vel vicarii ne custodiat, nisi clamor super eum veniat. Et ipsi certare studeant de hoc ut perfectum exinde habeant et ipsae pelles luporum ad nostrum opus dentur. Et unusquisque de illis qui in illo ministerio placitum custodiunt, detur eis modium unum de annonna.

il leur était prescrit de présenter au comte les peaux des loups abattus.

Il existe donc, dès le ix^e siècle, des agents spécialement chargés de détruire les loups, en tant qu'animaux nuisibles ; ces agents jouissent de certaines exemptions et de certains privilèges leur permettant de se livrer exclusivement à l'accomplissement de leur tâche.

Entre le ix^e siècle et la fin du xiii^e, on ne trouve plus de textes concernant les « luparii ».

Peut-être, l'institution fondée par Charlemagne, ne s'est-elle pas maintenue, durant cette période, telle, du moins, qu'elle avait été établie.

Cependant, le capitulaire de 813 ne paraît pas être tombé complètement en désuétude pendant ce temps, puisqu'il est fait mention, dans certains actes, de primes allouées à ces agents « pour des loups abattus ». C'est ainsi qu'en 1297, le trésor royal paie 60 sols pour douze louveteaux ; en 1312, le journal du trésor (*diarium*) mentionne que 20 sols ont été payés à Pierre le Mengnicier pour quatre louveteaux pris dans la forêt d'Halatte et apportés vivants à la Chambre du trésor.

A partir du xiv^e siècle, il existe des louvetiers, chargés de la destruction des *bêtes nuisibles*, dans certaines grandes forêts. Du Gange déclare avoir retrouvé la « commission » délivrée en 1331 à Nicolas Choiseul pour la forêt de Bréval.

Le Père Anselme, dans son *Histoire généalogique de la maison de France*¹, cite les noms de seigneurs ayant occu-

1. Paris, 1733, VIII, p. 781.

pé l'office de la louveterie auprès du roi, notamment : Gilles le Rougeau, louvetier de Philippe le Bel en 1308. Il reçoit du trésor 100 livres par an, les gages de ses gens, l'entretien de ses chevaux et de ses chiens lui sont remboursés.

En 1466, Pierre Hannequeau, le premier qui ait porté le titre de « Grand louvetier de France », reçoit 400 livres pour faire la chasse aux loups.

Une ordonnance de Charles VI de 1413 cite également l'existence des « loutriers ». On a peu de détails sur les attributions de ces derniers, mais certains actes postérieurs à cette ordonnance en font mention à côté des louvetiers.

Dans leurs déplacements à travers les campagnes, pour remplir leur mission, les louvetiers avaient réussi à imposer aux habitants, l'usage du « droit de gîte » pour eux et leur équipage. De plus, ils prélevaient, pour chaque loup abattu, une certaine redevance sur chaque habitant¹. Ces pratiques dégénérèrent en abus et soulevèrent les protestations des populations. C'est vraisemblablement, ce qui décida le roi Charles VI à supprimer en 1395 « toutes les commissions données par lui à quelques personnes que ce soit ».

Il ordonne aux veneurs et fauconniers « de ne se loger dorénavant en aucun lieu, sauf dans les hébergeries où l'on a coutume de loger pour de l'argent; que tout ce qu'ils prennent pour eux, leurs valets, clients ou chevaux soit payé promptement. Que les officiers de justice les contraignent à

1. Ils exigeaient de « grandes sommes de deniers sur le pòvre peuple pour cause des dits loups et loutres ».

payer ce qu'ils doivent et les punissent tellement que ce soit un exemple aux autres ¹. »

En conséquence, la louveterie semble disparue pour un temps : elle ne devait pas tarder à revivre sous la pression des besoins de la défense à laquelle elle avait mission de pourvoir.

Dès 1404, la chancellerie de Paris délivre de nouvelles commissions pour la chasse au loup. Celles-ci devaient être enregistrées à la Table de marbre de Paris et les louvetiers qui en bénéficiaient s'engageaient par serment à bien remplir leur office ².

Une lettre patente de Charles VI, en 1404 allait reconnaître de nouveau aux louvetiers le droit même qui avait provoqué tant de plaintes et de récriminations, quelques années plus tôt. Le louvetier pourra, désormais, en vertu de cet acte, percevoir « sur chaque feu dans toutes les paroisses et dans un rayon de deux lieues de l'endroit où l'animal aura été pris, deux deniers parisis pour un loup et quatre pour une louve ».

Certains villages furent, par la suite, exonérés de cette redevance, notamment ceux situés aux environs de Paris tels que Fontenay-sous-Bois en 1461, Pantin et Romainville en 1605 ³.

La louveterie est donc, rétablie dès le début du x^ve siècle.

1. Ordonnance du 28 mars 1395.

2. La Table de marbre était le lieu où siégeait la juridiction supérieure des Faux et Forêts (Pecquet).

3. *Destruction des animaux nuisibles*, par F. F. Villequez, doyen de la Faculté de Dijon et lieutenant de louveterie, page 209, n° 91.

Cependant, à cette époque, la longue période de guerres qui se poursuivent entraînent l'apparition de si nombreuses bandes de loups, que les louvetiers ne peuvent, à eux seuls, en assurer la destruction. Mais, jaloux de leurs droits, en matière de chasse, ils prétendaient, néanmoins, empêcher les propriétaires de se livrer eux-mêmes à la destruction de ces animaux, sous prétexte qu'ils étaient seuls qualifiés, par leur commission, pour accomplir cette besogne.

La défense contre les animaux nuisibles ne pouvait manquer ainsi qu'on le verra, d'être influencée dans tout le cours de ce travail, par la conception et la réglementation du droit de chasse, en raison, de leur objet voisin, et de la similitude de leurs moyens d'action.

On sait que, dans notre ancien droit, le droit de chasse constituait un privilège réservé au seigneur. C'est pour faire respecter ce privilège qu'une ordonnance de 1396 accordait aux propriétaires le droit « d'effrayer » ou « d'écarter » les loups hors de leurs bois, mais non de les tuer.

L'ordonnance pour la police générale du royaume du 25 mai 1413, a profondément modifié, à cet égard, la situation antérieure. Elle fait, en effet, défense aux louvetiers « d'empêcher les bonnes gens de prendre ou de tuer les loups petits ou grands ».

Dans son article 241, elle renouvelle l'interdiction faite aux louvetiers de percevoir sur les habitants des sommes supérieures à celles fixées par les ordonnances antérieures.

CHAPITRE II

La louveterie à partir du XVI^e siècle

A dater du règne de François 1^{er}, la louveterie paraît dotée d'une organisation nouvelle, mieux appropriée à son but. Peut-être, aussi, la connaissons-nous mieux.

En tous cas, les fonctions du grand louvetier furent, ne pas créées, comme le prétendent, à tort, certains auteurs, puisque, nous l'avons vu, il est fait mention de cette charge dès le XIV^e siècle, mais elles furent, à notre époque, très étendues.

Le grand louvetier tient, désormais, ses pouvoirs du roi et devient le supérieur hiérarchique de tous les officiers et sergents de louveterie du royaume auxquels il délivre leurs commissions et dont il fixe, lui-même, le nombre.

Les lieutenants de louveterie sont attachés à la maison du roi et jouissent des mêmes privilèges que les officiers de la vénerie et de la fauconnerie royales.

Avec une organisation ainsi améliorée, le nombre des loups aurait dû semble-t-il rapidement diminuer. Ce fut le contraire qui se produisit ; leur nombre et leurs ravages ne

firent qu'augmenter. Faut-il l'attribuer aux troubles des temps ? Aux guerres qui auraient mis les officiers dans l'impossibilité de remplir leur mission ? Quoi qu'il en soit, des mesures nouvelles s'imposaient.

Un édit de Henri III, sur les eaux et forêts, rendu en 1583, vint y pourvoir, en ordonnant « aux grands maîtres, lieutenants et autres officiers des forêts de se charger de faire aux mêmes, trois fois l'an, des battues ou huées, dans les forêts domaniales et pour cela, de faire assembler un homme par feu de chaque paroisse avec armes et chiens ».

Cet édit est remarquable en ce que, pour la première fois, il fait appel aux fonctionnaires des eaux et forêts, pour assurer la destruction des animaux nuisibles.

Mais, il convient de noter que les mesures qui viennent d'être rapportées, ne s'appliquent qu'aux forêts du domaine royal, et qu'aucune atteinte n'est portée par elles aux pouvoirs du grand louvetier de France, ni des agents sous son autorité. Suivant l'expression du professeur Villequez¹, « les loups ont désormais à compter avec deux administrations ». A cet égard le régime, instauré par l'édit de Henri III, sera surtout la source, dans l'avenir, de conflits nombreux, sur lesquels nous aurons à revenir, entre les eaux et forêts et les louvetiers.

Dans la suite et en particulier, sous le règne de Henri IV l'action concertée des louvetiers et des officiers des eaux et forêts ne donna pas les résultats escomptés : de toutes

1. *Loc. cit.*, p. 211.

parts l'on signale, sous ce règne, des loups, qui font des victimes, non seulement dans les étables et les basses-cours, mais aussi parmi les enfants. Le *Journal de l'Etoile* rapporte que le 12 avril 1595, dans la nuit, un enfant fut dévoré, en plein Paris, non loin de la place de Grève.

Des moyens de destruction plus efficaces s'imposaient de toute évidence. Un premier arrêt de janvier 1600 ordonne aux seigneurs de fiefs d'assembler, tous les trois mois ou plus souvent les paysans et de « chasser au dedans de leurs terres avec chiens, arquebuses et autres armes aux loups, renards, blaireaux et autres bêtes nuisibles ». Ils devront faire dresser acte par leurs officiers publics (baillis et notaires) des résultats obtenus et les adresser sans retard aux maîtrises particulières des eaux et forêts, chargées de veiller à l'exécution de ces nouvelles prescriptions.

Un second arrêt de 1607 lève, en faveur des officiers de louveterie, la défense générale de port d'armes dans les forêts de la couronne.

Au cours du XVII^e siècle, l'organisation de la louveterie subit peu de changements qui nous aient été rapportés. Le point le plus intéressant à signaler, au cours de cette période, est le début de la lutte entre les officiers de louveterie et les maîtres des Eaux et Forêts, que nous avons fait prévoir plus haut. Le conflit éclate en 1601, à l'occasion d'une querelle entre sergents louvetiers, dans la forêt de Compiègne : certains d'entre eux avaient procédé à la levée de primes sur le territoire de leurs collègues. La maîtrise des eaux et

forêts, intervenant, exigea que, désormais, toute collecte fût faite en présence d'un maître ou d'un lieutenant.

Après avoir ainsi placé, en quelque sorte, sous sa surveillance les sergents louvetiers, les Eaux et Forêts voulurent contrôler aussi les autres officiers de louveterie. Plusieurs arrêts de la Table de marbre de Paris furent rendus dans ce sens ; l'un d'eux rappelle aux louvetiers l'obligation, déjà ancienne, de faire enregistrer leurs lettres de nomination ; un autre exige qu'après chaque battue, un acte, mentionnant le nombre d'animaux tués, soit adressé au maître particulier. Ce n'est qu'une fois cette formalité accomplie que la levée des deniers sera permise.

En dehors de cette organisation, au point de vue de ses moyens d'action, la louveterie avait fait l'objet de mesures dont il convient de dire un mot.

Le principal mode de destruction des loups, employé jusqu'alors, avait été la chasse à l'aide de chiens. Le XVIII^e siècle n'a-t-il pas été celui du plein épanouissement de la vénerie française ? La plupart des lieutenants de louveterie étaient, à cette époque de riches seigneurs, possesseurs d'une meute importante et réputée. Un veneur de l'Artois conte avoir participé à la prise de soixante loups dans une année, tous forcés à l'aide de lévriers.

La vénerie royale elle-même, comprenait, outre les équipages de cerf, un vautrait, dirigé par le grand vautreleur de France, qui détruisit de 1729 à 1794 plus de 3.000 sangliers dont 500 furent « servis » par le roi lui-même.

Le grand louvetier était aussi chargé d'organiser avec

son propre équipage, dans les capitaineries royales, des chasses au loup auxquelles Louis XV, en personne, ne dédaignait pas d'assister.

Cependant, l'usage des « huées » ou « traques » tendait à s'avérer comme le mode le plus efficace de destruction de ces animaux. Plusieurs documents renferment des instructions fort intéressantes sur la manière de conduire les battues. C'est ainsi qu'un arrêt du Parlement d'Aix de 1675 indique aux louvetiers comment ils doivent rassembler et faire l'appel des tireurs et des traqueurs, comment ils doivent placer les uns et les autres : « les batteurs doivent, autant que possible, avoir le dos au vent ; les meilleurs tireurs seront de préférence placés dans les fonds et ravines qui sont le passage ordinaires des loups ».

Ces battues, pour être fructueuses exigeaient le concours d'un grand nombre de participants. D'une part, les massifs forestiers étaient bien plus étendus que de nos jours et d'autre part, les chemins qui les sillonnaient fort peu nombreux. Le louvetier était donc obligé de réunir tous les chasseurs du pays s'il voulait réussir sa « traque » de loups.

Le pouvoir royal eut à s'inquiéter de cette question ; il y avait à craindre que les habitants des campagnes fussent trop souvent distraits de leurs occupations en temps inopportun, pour ces battues. C'est dans ce but, que fut rendu l'arrêt du 3 juin 1671, valable pour la Picardie et la Champagne et étendu, en 1677, à l'ensemble du royaume. Il décide que, pour prévenir tout abus, la publication des battues

devra être autorisée par deux gentilshommes habitant la région et désignés par l'intendant de la province.

Il convient de remarquer que la présence à la chasse de tout habitant régulièrement convoqué était, pour celui-ci, une obligation. Toute absence était punie d'une amende d'un taux variable. C'est ainsi qu'en vue d'une chasse aux environs d'Amboise organisée par les Eaux et Forêts, le sieur Le Boults, grand maître, voulut réunir les habitants un dimanche matin de l'année 1696, tous s'y refusèrent, alléguant divers motifs et notamment leur désir d'assister à l'office religieux. Ils se virent condamner à payer chacun, 3 livres d'amende. Ce ne fut qu'à la suite d'une longue procédure que le roi consentit à les en décharger.

Ainsi les battues pouvaient être organisées par trois autorités différentes :

Les maîtres des eaux et forêts.

Le louvetier assisté de deux gentilshommes.

Le seigneur, dans toute l'étendue de son fief.

A cette phase de son évolution, c'est-à-dire vers la fin du XVII^e siècle, la louveterie était donc assez bien organisée et ses moyens d'action convenablement réglementés. Divers arrêts, dont les plus importants ont été mentionnés au cours des pages précédentes, étaient venus fixer, par étapes, le statut que la louveterie devait conserver jusqu'à la Révolution, ou plus exactement jusqu'en 1787.

Mais, on ne saurait terminer ce rapide exposé de l'histoire de la louveterie sous l'ancien régime, sans rappeler

brièvement le rôle capital joué, à partir de 1700, par l'un de ses plus brillants chefs : le marquis d'Heudicourt .

Il devait pendant trente ans exercer les fonctions de Grand Louvetier avec le plus grand zèle. Nul autre que lui n'a surveillé mieux l'action des lieutenants dont il exigeait de fréquents rapports.

Il fit établir le premier modèle de « commission » de louvetier; il nous en est parvenu un exemplaire, délivré en 1709, à un officier de Bourgogne¹. Toutes les obligations du louvetier dans l'exercice de sa charge y sont très clairement énoncées. Le marquis d'Heudicourt eut lui aussi à intervenir, dans la lutte entre les maîtres des eaux et forêts et la louveterie, dont il a été parlé plus haut. Cette rivalité se prolongea pendant de longues années et il fallut, pour y mettre un terme, un arrêt du 15 janvier 1785, déclarant les officiers de louveterie seuls responsables devant leur chef. Les seules battues faites dans les forêts domaniales purent être surveillées par l'administration forestière. Cet arrêt de 1785 confère même aux louvetiers le privilège, presque exclusif, de la destruction des loups, en interdisant à quiconque, sous peine de confiscation des armes, de se livrer à la chasse de ces animaux, exception faite pour le seigneur sur son fief et les maîtrises dans les forêts royales.

L'article 10 de ce même arrêt supprime le droit de perception de deux deniers sur chaque habitant, mais l'article 17 maintient, en faveur des officiers de louveterie, toutes les

1. Voir en annexe le texte de cette commission.

ancienne exemptions d'impôt (taille, charges d'église, etc...). L'arrêt de 1785, divisé en 18 articles est une véritable charte de l'ancienne louveterie¹. La précision et les détails de ce texte inciteraient à penser que l'institution de la louveterie a atteint enfin son statut définitif et qu'elle n'a plus rien à craindre ni du temps ni des événements.

Cependant la louveterie n'attendra même pas, pour être emportée comme beaucoup d'autres institutions de l'ancienne monarchie, la tourmente révolutionnaire. Elle fut en effet supprimée en 1787.

Le dernier titulaire de la charge de grand loupvetier, le comte d'Haussonville, continua, quelque temps encore, à remplir les devoirs de sa charge, mais faute de subsides, il déclara dans un mémoire de 1788 être obligé d'y renoncer, malgré tous les inconvénients qu'il prévoyait devoir en découler.

Le comte d'Haussonville en s'exprimant ainsi ne s'exagérait pas l'utilité de l'institution défunte puisque, nous allons le voir, elle n'allait pas tarder à revivre dans l'organisation révolutionnaire, accommodée, il est vrai aux principes nouveaux.

1. Voir le texte en annexe.

CHAPITRE III

La louveterie de 1789 à 1814

Dans l'ancien droit, la chasse constituait l'un des droits que le seigneur était censé s'être réservé dans l'acte de concession que l'on considérait être à l'origine de toute « tenure » immobilière. C'est ainsi que le droit de chasse, sans distinction entre les cas où il constituait, nous dirions aujourd'hui : un sport, un délassement, un plaisir, et celui où il avait pour objet la destruction d'animaux nuisibles, était réservé aux seigneurs sur toute l'étendue de leurs fiefs et tenure de toute nature.

La Révolution, en faisant du droit de propriété un droit inhérent à la personne, un droit de l'homme et du citoyen, se devait, en vertu des principes dont elle se réclamait, faire du droit de chasse un attribut de la propriété et le reconnaître à tout propriétaire, sur ses terres, sauf en réglementer l'exercice. C'est ce que décide le décret des 4 et 11 août 1789, qui s'exprime ainsi qu'il suit :

« Art. 3. — Le droit exclusif de la chasse et des garennes ouvertes est aboli ; tout propriétaire a le droit de

détruire ou de faire détruire, sur ses possessions, toute espèce de gibier, sauf à se conformer aux lois de police, qui pourront être faites relativement à la sûreté publique. Toutes capitaineries de chasses, même royales et toutes réserves de chasse, sous quelque dénomination que ce soit, sont pareillement abolies et il sera pourvu, par des moyens compatibles avec le respect dû aux propriétés et à la liberté, à la conservation des plaisirs personnels du roi. »

Forts des décisions de l'Assemblée nationale, les habitants des campagnes ne tardèrent pas à envahir champs et bois et les capitaineries royales, celles de Fontainebleau et de Compiègne notamment, furent bientôt dépouillées de tout gibier. Les plaines étaient parcourues en tous sens dès avant la moisson ; on imagine aisément quelles déprédations en résultèrent. Le comte de Montmarin signalait, en octobre 1789, que les chasses voisines de Fontainebleau, furent mises au pillage en quelques jours ¹.

Les loups et autres animaux nuisibles, en l'absence de

1. Ce sont des faits de même nature qui ont, après la guerre, motivé la révision de la loi de 1844. Voir exposé des motifs du projet de loi déposé par M. Colrat, ministre de la justice, le 27 février 1923 ; Sénat, *Doc. an.* 121 le but de la loi est de modifier et de compléter certains articles de la loi du 3 mai 1844 à laquelle il était reproché de ne pas assurer suffisamment la protection du gibier et de ne pas en favoriser la reproduction. Déjà, certaines lois étaient intervenues, le 22 janvier 1874, le 16 février 1897, relatives aux ouvertures retardées et aux fermetures anticipées ; le 11 avril 1911, pour la protection des couvées, « mais ces mesures déjà insuffisantes en temps normal pour sauvegarder tous les intérêts cynégétiques en jeu ont perdu beaucoup de leur efficacité depuis la guerre, en raison de l'augmentation considérable des chasseurs dont le nombre a doublé, de l'extension du braconnage et de la possibilité d'employer certains moyens de chasse nouveaux, tels que l'avion l'automobile, la bicyclette, que le législateur de 1844 n'avait pu prévoir..

toute destruction méthodique et de toute organisation, échappaient facilement à ces chasseurs novices, plus prompts à poursuivre un gibier comestible et moins difficile à atteindre. Quant aux veneurs qualifiés, l'orage révolutionnaire les contraignit bientôt à renoncer au plaisir trop aristocratique de la chasse à courre ; ils durent sacrifier la presque totalité de ces belles meutes de célèbre réputation, spécialisées dans la voie du loup. Certains chiens parmi les meilleurs purent, selon Villequez, échapper au massacre par la « démocratisation » de leurs oreilles et de leur queue...

La convention nationale eut alors à se préoccuper de faire détruire les animaux nuisibles et de mettre aussi un terme au désordre provoqué par le décret de 1789.

Le décret du 8 avril 1790¹ interdit à cet effet, en tout temps, la chasse sur le terrain d'autrui ; « sous peine de dix livres d'amende envers la commune du lieu et de dix livres d'indemnité envers le propriétaire du fonds ».

Puis, le décret du 28 septembre 1791 institue de nouvelles mesures de destruction des animaux nuisibles. Les corps administratifs devront « favoriser l'élevage des chevaux, des troupeaux et de tous les bestiaux de races étrangères qui seront utiles à l'amélioration de nos espèces » et « ils encourageront les habitants des campagnes, par des récompenses, et suivant les localités, à la destruction des animaux

1. Ce texte présente encore un intérêt en ce qu'il fixe pour la première fois, la période d'ouverture de la chasse. Le 1^{er} septembre pour les terres en jachère et la fin de la récolte pour les terres ensemencées.

malfaisants qui peuvent ravager les troupeaux, ainsi qu'à la destruction des animaux et des insectes nuisibles qui peuvent nuire aux récoltes.

Il fallut recourir à des moyens plus efficaces pour inciter les paysans à entreprendre la destruction prévue par le décret de 1791, donner aux « encouragements » une forme plus tangible. Le décret du II ventôse an III allait, pour la première fois, instaurer le système des *primes* accordées à quiconque abattrait un loup. Ainsi, le régime des primes allait remplacer celui des redevances de l'ancienne monarchie. Ce décret déclare dans son article unique que « Tout citoyen qui tuera une louve pleine recevra une prime de 300 livres ; une louve non pleine, 250 livres ; un loup, 200 livres ; un louveteau au-dessus de la taille d'un renard, 100 livres. »

En l'an V, le Directoire rend deux nouveaux arrêtés en matière de louveterie. L'un, du 28 vendémiaire, interdit tout port d'armes et tout acte de chasse dans les forêts domaniales. On peut s'étonner à juste titre d'une semblable mesure, si peu compatible avec celles qui précèdent ou qui suivent. Il faut y voir tout d'abord le désir des pouvoirs publics de continuer à réagir contre les excès auxquels les décrets de 1789 avaient donné libre cours. Puis, la sécurité encore très relative dans les campagnes, incitait à empêcher le plus possible le port d'armes ¹.

1. Quelques années plus tard, une loi du 18 pluviôse an IX intervint pour assurer plus efficacement la répression de certains crimes, notamment le brigandage dans les campagnes,

Bien plus important est l'arrêt du 19 pluviôse an V ¹, l'un des textes fondamentaux de la louveterie, en vigueur aujourd'hui encore, et mentionné dans tous les actes administratifs qui interviennent dans notre matière.

L'arrêté de pluviôse rappelle dans son article 1^{er} celui du 28 vendémiaire, interdisant la chasse dans les forêts domaniales, mais il ajoute dans son article 2 : « Néanmoins, il sera fait dans les forêts nationales et dans les campagnes, tous les trois mois et plus souvent s'il est nécessaire, des chasses ou battues générales... aux loups, renards, blaireaux et autres animaux nuisibles. »

L'autorité compétente pour ordonner ces chasses est l'administration centrale du département (article 3), à la demande des agents forestiers ou des municipalités.

Les officiers de louveterie sont, on le sait, supprimés depuis 1787. Le Directoire donne aux officiers des Eaux et Forêts qualité pour conduire et surveiller l'exécution des battues.

L'article 5 du décret du 19 pluviôse est également fort important car il confère aux équipages de chasse à courre le droit de pratiquer *librement* la destruction des animaux nuisibles en accord avec les eaux et forêts.

D'après le professeur Villequez ², le Directoire estimait avec raison qu'un texte de loi traitant de la destruction des animaux nuisibles, se devait de reconnaître officiellement

1. Voir le texte en annexe.

2. *Loc. cit.*, p. 241.

l'existence de ces équipages dont la raison d'être est on ne peut plus conforme au but recherché.

De plus, les battues, ainsi qu'il sera indiqué plus loin, supposent l'accomplissement de plusieurs formalités (autorisation, fixation de date, convocation des habitants) nécessairement assez longues, qu'une autorité devrait être astreinte à remplir. Or, le succès dépend en cette matière, pour une grande part, de la rapidité avec laquelle on agit.

L'article 6 exige qu'un procès-verbal dressé à la fin de chaque battue, mentionne le nombre et l'espèce des animaux détruits. L'ensemble des mesures prises de l'an III à l'an V dut aboutir à des résultats satisfaisants puisque le taux des primes établi en l'an III fut considérablement diminué. En effet, *l'arrêté du 10 messidor an V* fixe à 50 livres la récompense attribuée pour une louve pleine; à 40 livres pour un loup et 20 pour un louveteau. S'il s'agit d'un loup qui « enragé ou non, s'est jeté sur des hommes ou sur des enfants », la prime est portée à 150 livres.

« Article 4. — Celui qui aura tué l'un de ces animaux et voudra toucher l'une des primes énoncées dans les articles précédents sera tenu de se présenter à l'agent municipal de la commune la plus voisine de son domicile, et d'y faire constater la mort de l'animal ; son âge et son sexe ; si c'est une louve, il sera dit si elle est pleine ou non. »

« Article 5. — La tête de l'animal et le procès-verbal dressé par l'agent municipal seront envoyés à l'administration départementale qui délivrera un mandat sur le receveur

du département, sur les fonds qui seront, à cet effet, mis entre ses mains, par l'ordre du ministre de l'intérieur. »

Enfin, l'article 6 ; très bref, fait pressentir le prochain rétablissement de la louveterie.

Il est ainsi conçu :

« Le Directoire exécutif est autorisé à laisser subsister et même à *former*, s'il y a lieu, des *établissements* pour la destruction des loups. »

L'Empire eut, en cette matière, comme en bien d'autres, à faire œuvre de réorganisation.

Dès son accession au pouvoir, Napoléon rétablit la dignité de grand veneur ¹ et la louveterie elle-même par le *décret du 8 fructidor an XII*. Pour éviter le retour des conflits mémorables entre les officiers des eaux et forêts et louvetiers, le décret précité stipule que : « les conservateurs, inspecteurs et gardes forestiers recevront les ordres du grand veneur pour tout ce qui a rapport aux chasses et à la louveterie ».

Bientôt la louveterie recevra son statut par le décret du 1^{er} germinal an XIII ², statut qu'elle devra conserver jusqu'à la grande ordonnance du 20 août 1814, qui reprendra d'ailleurs à peu près textuellement les termes de ce décret.

Le maréchal Berthier devait être le premier titulaire de la charge de Grand Veneur, mais il n'y eut pas de grand louvetier, cette fonction ayant été placée dans les attributions du maréchal par le décret du 28 août 1804 ³.

1. Il y eut aussi un capitaine commandant la vénerie, ² et ³. Voir le texte en annexe.

Le décret du 1^{er} germinal an XIII déclare que les fonctions d'officier de louveterie seront purement honorifiques. Les commissions sont délivrées désormais par le grand veneur lui-même et leur durée de validité ne peut excéder une année.

Les louvetiers doivent désormais posséder obligatoirement un équipage d'une importance suffisante pour rendre leur action efficace dans la circonscription à la tête de laquelle ils sont placés. Sans doute, nombreuses furent les meutes dont l'effectif dépassa le minimum prescrit par le décret, car la plupart des louvetiers, sous l'Empire, étaient des veneurs réputés dont les descendants, fidèles continuateurs des vieilles traditions, possédaient encore des équipages à la veille de la guerre.

Citons, parmi les plus connus ceux du marquis de Laigle, dans l'Oise, du comte Greffulhe, du duc de Grammont, dans la Haute-Saône, etc... etc...

On peut dire que l'époque révolutionnaire et l'Empire ont été deux époques importantes de l'histoire de la louveterie française.

Supprimée par la monarchie, à l'aube de la Révolution, la louveterie a donc été ressuscitée par le droit intermédiaire et reconstruite sur des bases qu'elle a conservées jusqu'à nos jours.

CHAPITRE IV

La louveterie de 1814 à nos jours

Sous la Restauration.

Après l'arrêté du 19 pluviôse an V et le règlement du 1^{er} germinal an XIII, la louveterie a désormais des fondements solides : les attributions du Grand Veneur, la nomination des officiers de louveterie, la durée de leurs fonctions, leurs divers moyens d'action, tous ces points sont nettement définis et réglés.

S'il paraît nécessaire de commenter brièvement le principal texte que nous a laissé la Restauration, l'ordonnance du 20 août 1814, ce n'est pas tant en raison des innovations qu'elle apporte à l'organisation établie par des actes antérieurs, puisqu'elle se borne à reproduire à peu près textuellement le décret de l'an XIII, c'est parce qu'elle fixe le statut des louvetiers et que, si l'on voulait, aujourd'hui, dresser un code de la louveterie, il suffirait de réunir l'arrêt de l'an V, le décret de l'an XIII et l'ordonnance de 1814.

Cette dernière apporte, cependant quelques changements

supprimant ici et ajoutant là sur quelques points d'ailleurs secondaires.

C'est ainsi qu'elle fait, tout d'abord, disparaître une fonction : celle de capitaine-général établie sous l'Empire. De plus, il existait, jusqu'alors, une hiérarchie des officiers de louveterie : d'une part, les capitaines et les lieutenants spécialement chargés de détruire les bêtes nuisibles ; d'autre part, les sergents, aux fonctions d'ailleurs assez mal définies, paraissant les auxiliaires des premiers. L'article 2 de notre ordonnance supprime implicitement, en les passant sous silence les grades de capitaine et de sergents, puisqu'elle se borne à déclarer que « le Grand Veneur donne des commissions honorifiques de lieutenant de louveterie ».

Cependant, sans doute pour rehausser leur prestige, et aussi en compensation du caractère purement honorifique de leur fonction, elle les dote d'un uniforme aux couleurs du roi. Dans ses articles 21 à 24, l'ordonnance règle minutieusement les détails de ce costume et prévoit même celui des piqueurs ainsi que le harnachement des chevaux.

Enfin, l'article 16 accorde aux lieutenants le droit de chasser à courre, deux fois par mois, dans les forêts de l'Etat, le sanglier, le chevreuil-brocart et le lièvre, pour maintenir les chiens en haleine, si les loups venaient momentanément à désertre la région.

Malgré l'organisation très complète que possède la louveterie au début du XIX^e siècle, en vertu de ces divers actes, le but en vue duquel elle a été si bien organisée est loin d'avoir

été atteint : les loups sont encore en nombre considérable et ne laissent pas d'être inquiétants. Certes, il y avait à cette situation diverses raisons indépendantes de l'organisation de la louveterie : les guerres de l'Empire avaient distraité un grand nombre d'officiers de louveterie de leurs fonctions en les appelant à remplir de plus pressants devoirs ; l'invasion du territoire avait refoulé sur les provinces de l'intérieur des bandes de loups dont on signalait, de toutes parts, les ravages, tant à l'égard des personnes que des biens¹. Enfin, il faut bien le dire, quelques louvetiers n'avaient pas fait preuve, constamment, dans l'exercice de leurs fonctions de tout le zèle et l'ardeur désirables.

Telle est la situation que dépeint à ses préfets, le ministre de l'intérieur, Lainé, dans la longue circulaire qu'il leur adresse, le 9 juillet 1818, pour l'application de l'ordonnance de 1814. Cette circulaire résume les travaux d'une commission nommée à cet effet, sur la demande du Grand Veneur. Elle était composée de membres de la Société royale d'Agriculture et de fonctionnaires des ministères de l'Intérieur et de l'Agriculture. Elle avait pour mission de proposer au Gouvernement tous les moyens qu'elle jugerait les plus efficaces à amener une destruction rapide des loups sur le territoire.

1. Un siècle plus tard, l'occupation de nos forêts de l'Est par les armées nationales et par celles de l'ennemi devait provoquer les mêmes effets au point de vue qui nous occupe. Ce furent cette fois plus spécialement des sangliers qui, au début de la guerre de 1914-1918, envahirent les forêts de Normandie, de Bourgogne et du Centre, et ces animaux y sont encore aujourd'hui en nombre très supérieur à celui d'avant la guerre.

Le ministre, dans cette circulaire, invite les préfets à ne rien négliger des pouvoirs que leur confère la loi : surveillance des louvetiers, en accord avec le grand veneur, paiement des primes, dont le taux fixé en 1807 est relevé pour les louveteaux, organisation des battues officielles, telles que les prévoit l'arrêté de l'an V.

La circulaire indique encore aux préfets que des modes de destruction, autres que ceux prévus par la loi peuvent être employés et elle les invite à ne pas négliger d'y recourir, dans leurs départements. Et elle cite, en particulier : la pose de pièges spéciaux, l'aménagement de fosses et l'emploi d'appâts empoisonnés. Le soin minutieux qu'apporte l'auteur de cette circulaire à expliquer la mise en œuvre des divers moyens qu'il recommande, montre combien les pouvoirs publics se préoccupaient alors de la défense contre les loups. On trouve même reproduits dans ce document administratif de longs extraits d'un « Cours d'agriculture » de l'abbé Rozier et il se termine par une liste d'ouvrages, véritable bibliographie de la matière, où les préfets sont invités à puiser d'utiles renseignements pour l'accomplissement de leur mission à cet égard.

L'ensemble des mesures prises à cette époque devait, enfin, aboutir à d'heureux résultats. La statistique des loups tués, régulièrement tenue depuis 1818, en apporte un témoignage éloquent en même temps que la preuve de l'urgence et de la nécessité de ces mesures : dix-huit mille loups furent

abattus par les lieutenants de louveterie de 1818 à 1829¹. Pour la seule année 1825 du 1^{er} mai ou 1^{er} mai 1826, ils inscrivirent à leurs tableaux : 1.510 loups, se décomposant en : 339 loups ; 283 louves et 888 louveteaux. A en juger d'après ces chiffres, préfets et louvetiers semblent cette fois avoir pris à cœur la tâche qui leur incombait et l'avoir bien remplie.

*La louveterie sous la monarchie de Juillet et
le second Empire.*

Ces quarante années n'ont apporté, dans l'histoire de la louveterie, aucun changement profond à son organisation, ni à son fonctionnement. Il y a lieu cependant de mentionner quelques mesures nouvelles prises pendant cette période.

Louis-Philippe ne rétablit pas la charge de Grand Veneur. Le second empire la fit revivre en 1852, mais ses deux derniers titulaires, le maréchal Magnan, puis le prince de la Moskowa, pourvus d'un titre purement honorifique, n'eurent, en matière de louveterie, aucune des importantes prérogatives qui rendirent célèbres un marquis d'Heudicourt ou un comte d'Haussonville.

Ce fut d'abord la Direction générale des Eaux et Forêts qui fut placée à la tête des lieutenants de louveterie, par une ordonnance du 14 septembre 1830, qui lui transféra toutes les attributions du Grand Veneur.

1. V. p. 123, la statistique régulièrement dressée depuis 1818 des loups détruits.

Puis, à dater du 21 décembre 1844, les louvetiers furent nommés par le roi lui-même sur la proposition du ministre des finances.

Enfin, le décret du 25 mars 1852, sur la décentralisation administrative, place définitivement les louvetiers sous la dépendance du préfet chargé désormais de leur nomination avec l'agrément du conservateur des Eaux et Forêts.

C'est au cours de cette période qu'est intervenue la loi du 3 mai 1844, sur la police de la chasse. Une fois passée la période d'enthousiasme qui suivit l'établissement par la Révolution du droit de chasse, au profit du propriétaire, comme un attribut de son droit, il fallut bien, devant les abus auxquels il donna libre cours, en réglementer l'exercice, afin d'assurer la conservation du gibier et la possibilité de sa reproduction. Ce fut l'objet de la loi de 1844.

Sans doute, cette loi n'a pas modifié le statut propre de la louveterie. C'est ce qu'explique le garde des sceaux, dans son rapport à la Chambre des pairs, le 17 avril 1844, sur l'article 31, qui abroge les lois, ordonnances et arrêtés intervenus sur les matières réglées dans la loi, dans les termes ci-après : « Il importe, a-t-il dit, de remarquer que les décrets des 11 juillet 1810 et 4 mai 1812 (et la loi du 30 avril 1790), sont les seules dispositions législatives antérieures qui sont formellement et explicitement abrogées... Ainsi subsisteront les lois et règlements sur la louveterie. »

On verra, cependant, dans notre deuxième partie, que la loi de 1844 contient des dispositions fort importantes en

ce qui concerne l'objet de la louveterie puisque c'est d'après ses seules dispositions qu'on peut aujourd'hui déterminer légalement quels animaux sont nuisibles et que c'est elle aussi qui règle le droit de destruction des particuliers.

C'est aussi pendant cette période que se place une mesure fort importante en raison de l'influence profonde qu'elle aurait pu avoir sur l'exercice des fonctions des officiers de louveterie. Nous voulons parler de la mise en ferme des chasses dans les bois de l'Etat, décidée en principe par l'article 5 de la loi de finances du 21 avril 1832 et mise en application à partir du 1^{er} septembre de la même année, par une autre ordonnance du 24 juillet 1832. La réglementation de ces mises en ferme a donné lieu à l'établissement de cahiers de charges, plusieurs fois modifiés depuis, dont les derniers, ceux actuellement en vigueur, ont soin de réserver les droits de destruction des animaux nuisibles qui incombent aux louvetiers, dans les termes suivants :

« Article 19. — Dans le cas où le conservateur reconnaîtra que le gibier, notamment les sangliers, les lapins, cerfs et biches sont en nombre tel qu'ils peuvent porter préjudice aux peuplements forestiers et aux propriétaires riverains, il devra mettre les fermiers en demeure, par sommation extrajudiciaire, de détruire dans un délai déterminé les animaux dont le nombre et l'espèce sont indiqués...

« Faute par le fermier de satisfaire à la mise en demeure, il sera procédé d'office à la destruction par les eaux et forêts...

L'article 24 fait une obligation aux fermiers des chasses de souffrir les battues qui pourront être ordonnées pour la destruction des loups et autres animaux nuisibles.

L'ordonnance de 1845 les obligeait à concourir aux battues, cette obligation continue à être contenue implicitement dans l'article 24 du cahier des charges, dont le silence ne saurait abolir une ordonnance. L'article 25 déclare que les fermiers et cofermiers des chasses ne pourront s'opposer à l'exercice du droit accordé aux lieutenants de louveterie de chasser le sanglier à courre deux fois par mois pendant le temps où la chasse est permise.

Cette obligation ne pèse pas sur les fermiers des bois des communes et établissements publics.

Mais ils doivent subir les battues, sans être obligés d'y concourir autrement que ne le sont les simples particuliers,

La louveterie sous la troisième république.

Pendant cette période, nous n'aurons qu'à signaler les modifications apportées à la loi de 1844, par celles du 22 janvier 1874, du 1^{er} mai 1924 et du 23 février 1926. Cette dernière seule concerne les louvetiers en leur reconnaissant le droit de verbaliser en matière de chasse par modification de l'article 22 de la loi de 1844.

On verra au chapitre consacré aux autorités dont l'intervention est prévue pour la destruction des animaux nuisi-

bles, les pouvoirs conférés à ce sujet aux maires par la loi de 1884 (art. 90, parag. 9).

Il convient de signaler, dans la période qui nous occupe, un décret du 13 décembre 1923 modifiant l'uniforme des louvetiers.

L'article 28 de la loi de finances du 30 décembre 1903 porte « qu'à partir du 1^{er} janvier 1904, les destructions des sangliers sera organisée dans les forêts domaniales, notamment, par les agents forestiers ». Il s'agit là d'une de ces dispositions dont sont remplies les lois de finances.

S'agissait-il dans l'intention des auteurs inconnus de cette disposition légale de restreindre les pouvoirs des louvetiers sur les territoires visés ? Il n'est pas à notre connaissance que la question se soit posée ainsi depuis que cette disposition existe.

Enfin, une loi du 10 mars 1930 vient d'autoriser l'emploi des battues pour la destruction des lapins.

On voit que le législateur, au lieu d'aborder spécialement la question qui nous occupe pour en déterminer la réglementation générale, opère, au cours de notre période, par mesures isolées qu'aucun lien ne rattache. Une seule proposition ayant un caractère général est intervenue, ce fut une proposition faite en 1881, émanant de l'initiative parlementaire et tendant purement et simplement à la suppression de la louveterie. Elle avait pour auteur un député, M. Petitbien.

La proposition de cet honorable parlementaire n'étant jamais venue en discussion, nous nous bornerons à la men-

tionner sans lui faire plus d'honneur que ne lui en fit l'assemblée à laquelle appartenait son auteur. Cependant, pour donner une idée de la haute inspiration d'où elle procédait, nous ne pouvons nous dispenser, au moins, de reproduire les raisons assurément péremptoires, invoquées dans l'exposé des motifs qui la précède.

1°. La louveterie existait déjà dans l'ancien régime ; c'est un « legs de l'ancien régime ».

2°. La louveterie serait en opposition avec les principes démocratiques qui régissent la société.

L'auteur proposait de remplacer la louveterie par des battues organisées par les municipalités et auxquelles auraient participé les habitants sur réquisitions individuelles, à défaut de traqueurs de bonne volonté.

Pour le surplus, il appartenait à chaque propriétaire ou fermier de prendre lui-même les mesures nécessaires pour se protéger contre les bêtes nuisibles.

En un mot, c'était la suppression de l'embryon d'organisme existant, organisme déjà si insuffisamment doté des moyens nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

Nous ne croyons pas nécessaire d'insister davantage sur ce point, le législateur venant de montrer, par la loi du 10 mars 1930, qu'il s'oriente dans un sens tout différent de celui de la proposition Petitbien.

Nous allons, dans une deuxième partie, exposer les diverses mesures prises pour la destruction des animaux nuisibles et en particulier ce qui concerne la louveterie.

SECONDE PARTIE

SECTION PREMIÈRE

CHAPITRE UNIQUE

Détermination des animaux nuisibles

Bien qu'il n'ait été question jusqu'ici que de la destruction des loups, ces animaux ne sont pas les seuls pour lesquels la louveterie ait à intervenir. Les loups ne furent à toutes les époques que les plus dangereux et, pour ainsi dire, les plus représentatifs de toute une catégorie d'animaux, comprise sous la dénomination « d'animaux nuisibles » et dont la destruction est nécessaire à la sécurité des personnes ou des biens.

Mais il n'existe pas de textes fournissant un critérium général permettant de déterminer avec précision quels animaux sont nuisibles et par suite doivent être détruits dans les conditions que l'on va exposer.

Les deux textes dont il serait possible de tirer une indication à cet égard parlent l'un, la loi de 1790, de « bêtes fauves » ; l'autre, l'arrêté du 19 pluviôse an V, « d'animaux voraces ».

Ces expressions par trop vagues et imprécises ne sauraient être un moyen d'appréciation satisfaisant. Les autres dispositions ne contiennent que des énumérations pour lesquelles il y a toujours lieu de se demander si elles sont limitatives ou simplement énonciatives.

Quant à dégager un critérium tiré du caractère général de nocivité de ces animaux au sens ordinaire et de langage courant du terme, il y a pour cela une difficulté particulière : un certain nombre de ces animaux sont à la fois très recherchés et peuvent même, à ce point de vue, être considérés comme très utiles en raison de la délicatesse de leur chair, ce qui serait de nature à les soustraire à la réglementation applicable aux animaux uniquement nuisibles. Mais, d'autre part, ces mêmes animaux sont très redoutés des agriculteurs en raison des dangers qu'ils font courir aux récoltes, ce qui justifierait, par contre, amplement, et leur classement parmi les animaux « nuisibles », et les mesures prises pour leur destruction.

C'est le cas, en particulier, des *sangliers*, qui, aujourd'hui sont unanimement reconnus comme « nuisibles ». Depuis la disparition presque totale du loup, le sanglier est devenu l'animal à la destruction duquel les officiers de louveterie ont le plus souvent à exercer leurs talents.

Mais, il est encore d'autres animaux qui, inoffensifs à l'état isolé ou en petits groupes deviennent « nuisibles » quant ils se multiplient exagérément dans un espace donné. Tels seraient *les cerfs et biches* et surtout *les lapins*, si redoutables pour les champs de blé et les jeunes taillis.

Nous allons examiner un à un les animaux des différentes catégories en commençant d'abord par ceux dont la nocivité n'est pas discutée, ni compensée même par le caractère comestible de leur chair.

Le loup. — Il n'est pas nécessaire de s'étendre longuement en ce qui le concerne. Tous les textes régissant la louveterie ont, en effet, été édictés dans le but de le faire disparaître de nos forêts. Toutes les ordonnances de l'ancienne monarchie concernant la destruction des animaux nuisibles ne visent, en fait, comme nous l'avons déjà remarqué, que lui, parce qu'à cette époque il était le plus redoutable, principalement pour les personnes.

Le renard et le blaireau sont aussi, quoiqu'il n'en soit pas fait dans les actes dont il vient d'être parlé, une mention aussi fréquente, considérés et à juste titre comme exclusivement nuisibles.

Un arrêt du Conseil du 15 janvier 1785 les comprend, sans doute possible, parmi les animaux nuisibles, au même titre que le loup, en ordonnant au grand louvetier de chasser « loups, renards et blaireaux ».

Dès 1600 même, l'édit de Henri IV sur les chasses fait aussi mention des loups, renards et blaireaux.

Le renard n'est-il pas l'ennemi déclaré du petit gibier et même des volailles qu'il va jusqu'à poursuivre au seuil des basses-cours ?

La destruction des renards ou des blaireaux est rendue d'autant plus difficile qu'ils se réfugient au plus profond

de leurs terriers où seuls de longs terrassements peuvent les attendre.

Il convient de signaler ici un moyen de destruction de ces animaux que la chimie a permis de mettre depuis peu en pratique sous l'impulsion du ministère de l'Agriculture. Il consiste à répandre à l'intérieur des terriers un liquide volatil : la « chloropicrine » dont les vapeurs envahissant rapidement toutes les galeries, obligent leurs occupants à une fuite rapide à la surface. Le chasseur posté devant le terrier achève l'animal d'un coup de fusil. Ce produit, délivré aux intéressés par le ministère de la Guerre sur demande adressée à la Direction générale des Eaux et Forêts a donné des résultats surprenants et son emploi tend à se généraliser. Il nous a été signalé un chasseur de la région normande ayant, depuis deux ans, détruit par ce moyen, plus de deux mille renards et plusieurs centaines de blaireaux.

La loutre est également signalée dans les textes précités comme animal nuisible.

Des « loutriers » furent, à l'imitation des louvetiers, dans l'ancien régime, spécialement créés pour la détruire et la plupart des instructions données aux louvetiers étaient applicables aux « loutriers ».

Grande dévastatrice des étangs, sa nourriture consistant uniquement en poissons, elle est très recherchée pour sa fourrure. Aussi est-elle maintenant rare en France.

Le sanglier est, sans doute, incontestablement nuisible. Les dégâts qu'il commet dans les récoltes sont nombreux, qu'il s'agisse de tubercules qu'il déterre, de prairies qu'il retourne, de céréales qu'il renverse et piétine.

Aucun texte législatif ancien, cependant, ne fait figurer expressément le sanglier au nombre des bêtes nuisibles.

L'ordonnance du 20 août 1814, en fait mention seulement (article 16) pour autoriser les lieutenants de louveterie à le chasser deux fois par semaine, dans les forêts domaniales ainsi que le chevreuil et le lièvre suivant les localités, mais dans le seul but de « tenir les chiens en haleine » quand les loups ont momentanément disparu de la région.

L'article 17 fait même défense aux louvetiers, au cours de ces sortes d'exercices, de tirer ces animaux, exception faite pour le sanglier quand celui-ci, faisant tête aux chiens menace dangereusement la meute.

Les cerfs et biches, inoffensifs quand ils sont en petit nombre, peuvent aussi devenir un danger pour les récoltes, s'ils sont en trop grand nombre.

Cependant, le Conseil d'Etat s'est longtemps refusé à admettre l'assimilation faite dans de nombreux arrêtés préfectoraux, des cerfs aux sangliers, car ils ne lui ont pas paru nuisibles au sens de l'arrêté du 19 pluviôse an V ; en d'autres termes, il serait impossible de les considérer comme spécifiquement malfaisants, comme les renards ou les sangliers.

Le lapin est aussi certainement « nuisible ». Il suffit de quelques-unes d'entre eux pour mettre à mal, en peu de nuits, plusieurs hectares de jeune blé. Aussi, les propriétaires dont les garennes sont insuffisamment closes, ont-ils de fréquents démêlés avec les cultivateurs voisins, et les

indemnités qu'ils ont à payer de ce chef atteignent rapidement des chiffres très élevés. L'administration forestière soucieuse de la protection de ses taillis, se montre fort sévère à l'égard de ses adjudicataires de chasse et se réserve généralement le droit de prendre elle-même en mains la direction de la destruction des lapins, pour le cas où l'adjudicataire n'y pourvoirait pas avec tout le soin requis ou chercherait même à les conserver à l'insu de l'administration.

Malgré toutes les mesures prises contre lui et sur lesquelles nous reviendrons plus loin, le lapin n'a pas été, jusqu'à une date toute récente, considéré comme un animal « nuisible » au sens juridique du terme et le Conseil d'Etat s'est, à plusieurs reprises, refusé à reconnaître la légalité de battues de lapins prescrites par les préfets sur les propriétés des particuliers, notamment dans les arrêts des 1^{er} avril 1881 ¹ et 3 août 1888 ², ceci en dépit d'une circulaire du ministre de l'intérieur, en date du 1^{er} mars 1865, qui semble, implicitement du moins, reconnaître le droit, pour les préfets, de prendre de semblables mesures. Mais il convient de noter que, en la circonstance, la solution adoptée par la Haute-Assemblée ne permet pas de conclure d'une manière ferme qu'elle n'admet pas de ranger le lapin dans la catégorie des animaux nuisibles, mais plutôt qu'un certain mode de destruction, applicable aux animaux nuisibles en général, les battues, ne l'est pas à celui-là, car il exige la pénétration

1. D. 81-3-41.

2. D. 89-5-61.

sur les propriétés particulières contre le gré des intéressés. Ce qu'à voulu le Conseil d'Etat, dans l'espèce, est, semble-il, avant tout, sauvegarder les droits légitimes des propriétaires.

Au point de vue du mode de destruction à employer, il est, en effet, impossible de comparer la destruction des lapins avec celle de n'importe quel autre animal nuisible, le sanglier par exemple, à l'égard de qui il suffit de quelques battues, parfois même d'une seule, pour, sinon le détruire, tout au moins l'écarter parfois pour un temps très long. Au contraire la destruction du lapin exige de longues journées de chasse et de fréquentes interventions. Accorder à des agents de l'autorité préfectorale, lieutenants de louveterie ou autres, le droit de procéder eux-mêmes, sur les propriétés des particuliers, à la destruction du lapin, constituerait évidemment une atteinte très grave au droit de propriété, devant laquelle on comprend que le Conseil d'Etat ait reculé, quoique le caractère « nuisible » de l'animal à l'occasion duquel la question s'est posée reste hors de doute.

Enfin, les lapins se distinguent encore des autres animaux nuisibles en ce qu'ils ne sont pas nomades, qu'ils peuvent être, dans une certaine mesure, considérés comme immeubles par destination, attachés au fonds sur lequel ils vivent et ne s'en écartant que fort peu. Les dégâts qu'ils peuvent occasionner sont donc nécessairement très localisés.

Cette interprétation n'a d'ailleurs pas réussi à prévaloir puisque *la loi du 10 mars 1930* vient de confier aux louve-

tiers la mission de détruire le lapin dans les propriétés privées après une mise en demeure préalable adressée au détenteur du droit de chasse. Le lapin est donc aujourd'hui à ajouter aux animaux que le lieutenant de louveterie peut-être amené à détruire même en battue ¹.

Mais, s'il n'existe pas de texte fournissant soit un critérium acceptable, soit une énumération suffisante des animaux nuisibles, l'article 9 de la loi de 1844 sur la chasse, contient un moyen juridique commode de « déterminer les espèces d'animaux malfaisants ou nuisibles ». Il consiste, d'après le paragraphe 3 de cet article, à faire cette détermination par arrêté préfectoral.

Il faut remarquer, à cet égard, qu'un texte comme celui-ci doit être interprété, restrictivement ; ce droit de détermination par arrêté des animaux nuisibles, n'est conféré au préfet qu'en vue de permettre aux propriétaires, possesseurs ou fermiers, de les détruire eux-mêmes, en tous temps, sur leurs terres.

Mais il semble bien que la classification d'un animal comme « nuisible » étant faite au point de vue de sa destruction, doive en général valoir pour tous les autres, puisque la question de savoir si un animal est nuisible ou non ne se pose qu'à ce propos. On a vu cependant pour le lapin qu'un animal pouvait être considéré comme nuisible, au point de vue d'un mode de destruction et pas de l'autre et qu'il a fallu un texte — la loi dont nous venons de parler — pour ren-

1. Conformément à l'arrêté du 19 pluviôse an V.

dre les battues applicables à la destruction du lapin. Quoi qu'il en soit, en présence des données aussi vagues, ce qui semble de plus précis à cet égard c'est que certains animaux dont aucune utilisation n'est possible; qui ne sont pas comestibles, ont toujours été considérés comme nuisibles. Ils ont centre eux « une tradition constante ». Ce sont les loups, renards, blaireaux, loutres, fouines, putois, ces deux derniers reconnus nuisibles par la jurisprudence (Cas. 28 juillet 1858), en raison des dégâts qu'ils peuvent causer aux personnes, aux propriétés et aux récoltes. On leur assimile l'hermine, la martre, la belette, le chat sauvage, comme ennemis de tout gibier utile.

Il faut ajouter aux quadrupèdes qui viennent d'être énumérés, un certain nombre de volatiles, dont les uns détruisent le gibier : ce sont les pies, les geais, les corbeaux ; les autres, ses petits : ce sont l'aigle, le faucon, la buse.

Il faut ajouter à cette énumération « les bêtes fauves » mentionnées par l'article 9 de la loi de 1844 dont la destruction est permise aux particuliers, en tout temps, quand ils causent des dommages aux propriétés, et dont il sera parlé au chapitre suivant, sauf à déterminer quelles sont ces bêtes. Mais on verra que la jurisprudence est très large sur ce point.

Quant aux autres animaux nuisibles, ne constituant pas des « bêtes fauves », ne figurant pas dans cette énumération et n'ayant pas contre eux cette double tare de n'avoir

aucune qualité de nature à racheter leur nocivité et de n'être pas traditionnellement considérés comme nuisibles, si leur destruction est nécessaire, on aura la ressource de les déclarer tels par arrêté préfectoral, de manière que la possibilité de leur destruction en découle.

SECTION DEUXIÈME

CHAPITRE PREMIER

De la destruction des animaux nuisibles par les particuliers

De la destruction des animaux nuisibles par les particuliers.

La destruction des animaux nuisibles ne pouvant se réaliser que par un acte de chasse a été, de tout temps, influencée et dominée par la réglementation en vigueur pour celle-ci.

Nous avons déjà mentionné à ce sujet, que depuis la Révolution, tout propriétaire pouvait, aux termes de la loi du 22 avril 1790, « repousser avec des armes à feu les bêtes fauves qui se répandraient dans ses récoltes ».

Nous avons indiqué combien cette loi avait modifié le régime antérieur où le propriétaire était privé même de ce droit élémentaire de défense pour sauvegarder le droit général de chasse du seigneur.

L'ordonnance « Cabochienne » de 1413 avait déjà fait une tentative dans le sens de la reconnaissance de ce droit

du propriétaire, puisqu'elle portait que « toutes personnes de quelque état qu'elles soient peuvent prendre, tuer et chasser les loups petits et grands », mais combien timide puisqu'elle avait dû ajouter aussitôt : « sans que ce soit au préjudice du droit des seigneurs ».

Quant à l'arrêt du Conseil du 15 janvier 1785, le texte de l'ancienne monarchie le plus important en la matière, il est plus formel encore, mais dans le sens de la restriction du droit des particuliers : « Art. 2. — Fait défense Sa Majesté à toutes personnes de quelque état ou condition qu'elles soient, de chasser loups, louves, blaireaux ou autres bêtes nuisibles, à l'exception des seigneurs hauts justiciers, dans l'étendue de leurs terres, fiefs et seigneuries sous peine de perdre leur fusil, filets et engins et de 500 livres d'amende. »

Ainsi, très restreint sous l'ancien régime, le droit de chasse, même des animaux nuisibles, devient libre à partir de la Révolution. Il est demeuré, jusqu'à la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse, modifiée par celles du 22 janvier 1874, 1^{er} mai 1924 et 23 février 1926, confondu, sauf la réglementation de la louveterie dont il a été parlé plus haut, avec le droit de destruction des animaux nuisibles. Il en résultait que tout acte de chasse étant prohibé en période de fermeture, cet acte, même s'il s'agissait de destruction d'animal nuisible, tombait sous le coup des prohibitions édictées pour la chasse en général.

La loi de 1844 dut séparer la réglementation du droit de

chasse et celle de la destruction des animaux nuisibles. C'est ce qu'elle fit dans son article 9, en donnant aux préfets des départements, sur l'avis des Conseils généraux, le droit de prendre des arrêtés pour déterminer, comme on l'a vu au chapitre précédent, « les espèces d'animaux malfaisants ou nuisibles que le propriétaire, possesseur ou fermier pourra, *en tout temps*, détruire sur ses terres, et les conditions d'exercice de ce droit ».

C'est la reconnaissance très nette du droit du propriétaire, possesseur ou fermier, de protéger ses récoltes contre les dommages causés par les animaux nuisibles, mais sous la double restriction du classement de ces animaux nuisibles, par un arrêté préfectoral, et de la fixation des conditions d'exercice de ce droit.

D'ailleurs, à ce sujet, la loi du 3 mai 1844 ne fait que reprendre les termes mêmes de la loi de 1790.

Rien à dire en ce qui concerne les propriétaires. Le terme « possesseurs » pourrait donner lieu à quelques difficultés d'interprétation. Selon l'opinion du professeur Villequez, il faut entendre par « possesseur » celui qui représente à un titre quelconque le propriétaire, soit en vertu d'une délégation de celui-ci, soit en vertu de la loi : tel l'usufruitier ou l'emphytéote. Il en serait de même de celui qui possède un fonds au sens où l'entend l'article 2229 du Code civil.

Quant au fermier, preneur du droit de chasse, il peut, lui aussi, sans aucun doute, procéder à la destruction des

animaux nuisibles dont la présence est une menace grave pour son gibier, et sa qualité de chasseur le rend particulièrement apte à remplir cette tâche. La jurisprudence, d'ailleurs, en rendant responsables des dégâts causés par le gibier les propriétaires des chasses riveraines reconnaît implicitement ce droit de destruction au fermier de la chasse.

Quels sont les droits du fermier-agriculteur non-titulaire du droit de chasse ? Il peut, lui aussi, sans aucun doute, protéger ses récoltes contre les bêtes nuisibles, mais il semble bien tenir son droit d'agir d'un autre texte : la seconde partie du paragraphe 3 de l'article 9, sur laquelle il sera nécessaire de revenir. Il résulte donc du texte de l'article 9 de la loi de 1844, que les animaux que le propriétaire, possesseur ou fermier peut chasser en tous temps sont, en premier lieu, ceux que l'arrêté préfectoral a désignés.

Cette disposition n'a pas été sans soulever des critiques qui semblent justifiées : les arrêtés préfectoraux pouvant différer et différant, en fait, suivant les départements, quant à leur teneur, il en résultera que tel animal pourra être déclaré « nuisible » dans un département et ne l'être pas dans le département voisin. D'où inconvénients possibles, notamment pour les propriétaires dont le domaine s'étend sur deux départements.

L'arrêté du préfet décide également : 1° Les modes de destruction que les propriétaires pourront employer : poison, engins divers, généralement prohibés, mais dont l'em-

ploi peut être momentanément autorisé, pour des raisons diverses ; 2° le temps pendant lequel ces destructions seront permises. A cet égard, la chasse étant, en règle générale, interdite par « temps de neige », la recherche et la poursuite des animaux nuisibles pourra être exceptionnellement permise pendant ce temps, en vertu de l'autorisation préfectorale, en raison de ce qu'elle est particulièrement facile à ce moment.

De même, la chasse « la nuit » peut être momentanément tolérée en raison de ses résultats. Cependant, un arrêt de la Cour de cassation du 30 juillet 1852 ¹ a décidé que les préfets peuvent interdire toute destruction d'animaux nuisibles par temps de neige.

Aux termes de la deuxième partie du paragraphe 3 de l'article 9, les animaux figurant à l'arrêté préfectoral peuvent être chassés, en tous temps « sans préjudice du droit appartenant au propriétaire ou fermier de repousser et de détruire, même avec des armes à feu, les bêtes fauves qui porteraient dommage à ses propriétés ».

Ce droit, qui était déjà reconnu par la loi de 1790, mais seulement dans la mesure nécessaire à la protection des « récoltes », paraît l'être ici d'une manière plus étendue. Il s'applique, en effet, à toute propriété, culture, basse-cour, bois, etc...

Il importe de distinguer entre ce droit de défense, de protection individuelle, que ne pouvait pas ne pas reconnaî-

1. *Bulletin criminel de la C. de C.*, n° 262, D. 52-5-86.

tre le législateur au propriétaire, de celui résultant de la désignation d'un animal comme nuisible par l'arrêté préfectoral. C'est ainsi que le propriétaire, pour l'exercice de son droit de défense, n'aura pas à se conformer aux prescriptions de l'arrêté, notamment en ce qui concerne les moyens de destruction à employer. Il a subi un dommage, ses récoltes ont été dévastées, son gibier est menacé par la présence d'animaux rentrant dans la qualification de « fauves » de la loi ; il peut les détruire à la seule condition d'être sous le coup d'un préjudice actuel et sérieux ¹.

Seulement, reste à savoir quels animaux constitueront ces « bêtes fauves », et la difficulté rencontrée au chapitre précédent pour les déterminer se retrouvera ici. Il semble cependant qu'on soit d'accord, à cet égard, pour interpréter largement l'expression « bêtes fauves » de la loi de 1844.

Ainsi, il ne s'agit pas seulement des « bêtes fauves » au sens du langage de la vénerie, c'est-à-dire des cerfs, chevreuils ou daims, mais aussi, toujours en employant le vocabulaire des veneurs, aux « bêtes noires », les sangliers, et aux « bêtes rousses », les loups, renards, fouines et putois. Cette interprétation extensive trouve sa confirmation dans une abondante jurisprudence. C'est ainsi qu'ont été considérés comme « bêtes fauves » :

Le putois et la fouine (Cas. 1858, D. 58. I. 377) ;

1. La jurisprudence considère toutefois que ce droit résultant de l'art. 2 du paragraphe 3 de l'art. 9 ne saurait être exercé sans autorisation du préfet, son usage abusif pouvant dégénérer rapidement en acte de braconnage.

Les renards (Paris, 1892, D. 93. 2. 76) ;

Les sangliers (Paris, 1881, D. 82. 5. 64) ;

Les corbeaux (Rouen, 1862, D. 64. 2. 152) ;

Les pies (Le Mans, 1874, D. 74. 2. 178).

Cette sorte de droit de légitime défense reconnu au propriétaire, dans ce cas, a fait l'objet d'une longue discussion lors du vote de la loi de 1844. Le projet déposé à la Chambre par le Gouvernement ne comprenait primitivement que la première partie du paragraphe 3 que nous venons d'examiner. Ce fut la commission de la Chambre des députés qui fit admettre le second alinéa dont l'utilité est très clairement démontrée dans le rapport du garde des sceaux à la Chambre des pairs, ainsi conçu :

« La première partie (du paragraphe 3) s'applique au cas où il s'agit de détruire les animaux malfaisants ou nuisibles, *encore qu'ils ne nous portent aucun préjudice*. La seconde partie est relative au cas où il s'agit de détruire ou de repousser les animaux nuisibles, *alors seulement qu'ils nous portent préjudice*. »

Le droit résultant de ce texte peut donc être entendu comme destiné à suppléer aux lacunes de l'arrêté préfectoral dans tous les cas où les dommages seraient causés par des animaux quels qu'ils soient, quadrupèdes ou volatiles, mais ne figurant pas dans l'arrêté.

La question se pose en outre, à cet égard, de savoir si le propriétaire peut, pour exercer ce droit, faire usage de n'importe quel moyen de destruction. On pouvait, avant

la loi de 1844, répondre hardiment par l'affirmative. Les termes de la loi de 1790, par laquelle ce droit était jusqu'alà régi, étaient, en effet, très larges puisqu'ils autorisaient expressément l'emploi « des filets et autres engins qui ne peuvent nuire aux fruits de la terre ».

C'est ainsi qu'un tribunal, sous l'empire de ce texte, a reconnu au fermier le droit de tendre des collets à lapins ¹.

Mais la loi de 1844 a pour objet, avant tout, il est bon de le rappeler, la conservation du gibier et la répression du braconnage. Elle ne permet que la chasse à tir ou à courre. Seul est permis à l'égard des lapins l'usage des bourses et des furets.

Cependant, certains auteurs contestent le bien-fondé de cette restriction ². L'expression « même avec des armes à feu » laisserait entendre que tous les modes de destruction autres que le fusil sont également permis. Permettre l'emploi de tous les engins ordinairement prohibés n'en serait pas moins contraire à l'esprit de la loi de 1844 et l'on doit, semble-t-il, donner aux termes « même avec des armes à feu » un sens nettement restrictif. Ils signifieraient simplement que l'usage du fusil, prohibé à une certaine époque de l'année est, dans l'hypothèse particulière prévue par l'article 9, momentanément licite.

M. Villequez admet toutefois que l'emploi de pièges ne saurait être interdit ³.

1. Paris, 1840, D. 41-2-27.

2. De Neyremand.

3. *Loc. cit.*, p. 169.

L'expression « qui porteraient dommage » renforce, d'ailleurs, cette interprétation restrictive ; elle indique que l'on a voulu parer au danger de braconnage se dissimulant sous les apparences d'une prétendue destruction. Appliquant cette manière de voir, le tribunal de Montbrison a jugé qu'il ne suffisait pas d'invoquer la nocivité de certains animaux (en l'espèce, des moineaux) pour se prétendre en droit de les exterminer, si une expertise a reconnu le peu d'importance des dégâts ¹.

En ce qui concerne « l'actualité du préjudice subi », il va de soi que le propriétaire peut agir contre l'animal nuisible avant même que ce dernier ait commis ses déprédations. La jurisprudence a reconnu avec raison le droit de tirer sur l'animal ou de le capturer en un lieu autre que celui où il va causer un dommage ². Ainsi, le propriétaire pourrait se poster sur le passage habituel des animaux ou se les faire rabattre par des aides.

Il s'agit donc bien d'un droit distinct du droit de chasse, d'un véritable droit de légitime défense. Il en résulte d'abord qu'il peut être exercé en tout temps, à toute heure, de jour comme de nuit ; que celui qui prétend l'exercer n'a pas à être porteur d'un permis de chasse.

Une circulaire du ministre de l'Intérieur adressée aux préfets le 20 mai 1844, en exécution de la loi du 3 mai précédent, ne laisse pas de doute sur ce point : « Ce n'est

1. Montbrison, 1872, D. 73-3-56.

2. Cass., 1848, D. 48-1-135.

pas ici, dit le texte, un fait de chasse ; il s'agit d'un droit de *légitime défense* qui a pour objet unique de préserver les récoltes des dégâts qu'occasionneraient certains animaux. »

La destruction des *pigeons de colombier* eux-mêmes a, dans le même ordre d'idées, fait l'objet d'une réglementation particulière. Il s'agit ici d'oiseaux qui, à la différence des autres animaux nuisibles dont il vient d'être question, ont un maître et ne sont pas sauvages. De plus, leurs dégâts, s'ils en commettent, ne se produisent qu'à une certaine époque, assez courte, de l'année, celle des semailles.

Sous l'ancien régime, le seigneur avait au nombre de ses droits et privilèges ceux de « *fuies* » et de « *colombier* ». Par là, il fallait entendre la possibilité, pour le seigneur, de laisser ses pigeons en liberté à toute époque de l'année et l'interdiction faite aux habitants de les repousser et, surtout, de les tuer ou de les prendre.

Une ordonnance du roi Jean, du 1^{er} février 1350, menace de bannissement et de confiscation des biens ceux qui seraient surpris tuant ou capturant les pigeons du seigneur. Les sanctions deviennent plus sévères encore quelques années plus tard et un mandement de Charles V au prévôt de Paris, en 1368, ordonne de faire subir à tout délinquant la peine de la « *hart* » ou pendaison.

Ces mesures d'une rigueur extrême s'atténuent par la suite, mais plusieurs arrêts du Parlement de Paris auto-

risent les baillis ou sénéchaux à prescrire la clôture de tous les colombiers à certaines époques de l'année ¹.

Les décrets des 4 et 11 août 1790 abolissent, comme tous les privilèges, ceux de colombier : « Les pigeons seront enfermés aux époques fixées par les communautés et durant ce temps, ils seront regardés comme gibier et chacun aura le droit de les tuer sur son terrain. »

Ce texte est demeuré en vigueur jusqu'en 1889, date à laquelle la loi du 4 avril, ou Code rural, a transmis du maire à l'autorité préfectorale le soin de fixer, soit dans l'étendue du département, soit sur le territoire d'une commune ou d'un groupe de communes, l'époque où les colombiers devront être tenus clos.

Les particuliers, pendant ces périodes de fermeture, conservent le droit que leur confère le décret de 1789, à savoir de prendre ou de tuer tout pigeon s'abattant sur leurs propriétés.

On signalera encore en terminant sur ce point, des moyens donnés aux particuliers pour se préserver des dégâts d'animaux nuisibles, l'autorisation donnée par la préfecture aux intéressés, sur leur demande, de détruire le lapin après la clôture de la chasse, pendant un laps de temps variable, mais qui, en général, ne dépasse pas le 1^{er} avril.

On peut aussi rappeler à ce propos, ce qu'il est advenu des primes dont il a été parlé plus haut à diverses reprises.

1. Arrêts des 44 juillet 1725, 26 juillet 1758, 7 juin 1761, 11 juillet 1777.

La loi rurale du 6 octobre 1791, non abrogée, autorisait l'allocation de primes pour destruction d'animaux nuisibles. Leur taux avait été fixé par la loi du 3 août 1882 à :

- 100 francs pour un loup ;
- 150 francs pour une louve pleine ;
- 40 francs par louveteau.

Une loi du 31 mars 1903 adopta les taux suivants :

- 50 francs pour un loup ;
- 75 francs pour une louve pleine ;
- 20 francs par louveteau ;
- 100 pour un loup qui s'est jeté sur l'homme.

Un arrêté ministériel du 11 septembre 1917 établissait les primes suivantes pour les sangliers :

- 50 francs pour les adultes ;
- 20 et 10 francs pour les marcassins.

Un arrêté du 4 août 1920 accordait :

20 francs pour tous sangliers de 3 à 10 kilogs, mais rien au-dessus de ce poids, en raison de la valeur de la bête.

Si l'animal était tué en battue administrative, dont il sera parlé plus loin, moitié de la prime était attribuée au chasseur, et moitié à la commune.

En 1923, les primes ont toutes été supprimées par mesure d'économie. Au surplus, la valeur marchande des animaux nuisibles, qu'il s'agisse de leur chair ou de leurs peaux, n'est-elle pas aujourd'hui le meilleur encouragement à leur destruction ?

CHAPITRE II

La destruction des animaux nuisibles sur l'initiative des autorités

Après avoir déterminé dans quelles conditions les propriétaires, possesseurs ou fermiers peuvent se protéger eux-mêmes contre les dégâts causés par des animaux nuisibles, il convient maintenant d'examiner les cas où certaines autorités peuvent, soit pour renforcer les moyens individuels, soit même pour y suppléer, prescrire des mesures collectives.

Le maire. — Les pouvoirs des maires, en cette matière, sont de date récente et résultent de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale.

L'article 90, paragraphe 9, est ainsi conçu :

« Le maire est chargé, sous le contrôle du Conseil municipal et la surveillance de l'administration supérieure :

« De prendre, de concert avec les propriétaires ou les détenteurs du droit de chasse, dans les buissons, bois et forêts, toutes les mesures nécessaires à la destruction des animaux nuisibles désignés dans l'arrêté préfectoral pris en vertu de l'article 9 de la loi du 3 mai 1844 ; de faire, pendant le temps de neige, à défaut des détenteurs du droit de chasse, à ce dûment invités, détourner les loups et san-

gliers réunis sur le territoire ; de requérir à l'effet de les détruire, les habitants avec armes et chiens propres à la chasse de ces animaux ; de surveiller et d'assurer l'exécution des mesures ci-dessous et d'en dresser procès-verbal¹. »

Les termes de ce texte sont plutôt restrictifs. Le maire ne peut en effet ordonner une destruction collective, sur le territoire de sa commune, que s'il s'agit d'animaux nuisibles figurant dans l'arrêté du préfet. De plus, les mesures que le maire peut être appelé à prendre doivent résulter d'un accord complet entre les propriétaires intéressés et lui. Les détenteurs du droit de chasse doivent aussi être informés, par le maire, de ses intentions ; il leur fera part des plaintes qui lui sont parvenues et des moyens de destruction qu'il entend mettre en œuvre. Si la chasse à tir et à courre avaient fait l'objet de locations différentes, le maire aurait à se concerter avec chacun des preneurs². (Compiègne 1885.)

Enfin, le texte spécifie que la destruction ne peut avoir lieu que dans « les buissons, bois, et forêts » et sont inapplicables aux plaines³. (Evreux 1892)

Par contre, l'article 90 laisse au maire le libre choix des moyens à employer : battues collectives, ou même autorisa-

1. Ce texte a été ajouté, par voie d'amendement du sénateur Tenaille-Saligny, au projet, primitif et adopté dans débat. Il semble être le reflet de l'état d'esprit du moment. Il avait été alors question de supprimer la louveterie et un projet de loi avait été même déposé en 1881 sur le bureau de la Chambre par M. Petitbien.

2. D. 87-3-39.

3. *Chasse illustrée*, 1892, p. 139.

tion individuelle, pièges, appâts empoisonnés, etc. La jurisprudence interprète d'ailleurs largement l'expression « toutes les mesures nécessaires ». La Cour de cassation, dans un arrêt de rejet demeuré célèbre, du 12 juin 1886 (affaire Wallet)³, a reconnu comme licite l'emploi déjà admis par la cour de Rouen, le 22 février de la même année, des panneaux en filet pour faciliter la capture des lapins.

Comment le maire doit-il faire connaître sa décision de faire procéder à une battue ? Il peut prendre évidemment un arrêté en ce sens et même le faire afficher. Mais le caractère urgent des mesures à prendre exige une autorisation presque immédiate que la jurisprudence estime même pouvoir être verbale. (Affaire Wallet précitée.)

La seconde partie du paragraphe 9 prévoit le cas où, par temps de neige, le maire peut faire détruire les loups et les sangliers.

Le législateur a voulu que les circonstances particulièrement favorables à la recherche des ces animaux fussent mises à profit sans retard, mais il exige aussi, par respect du droit de propriété, que les détenteurs du droit de chasse, vainement sollicités par le maire, aient négligé de se livrer eux-mêmes à la destruction des loups et des sangliers.

Cette mise en demeure est même pour la jurisprudence la condition nécessaire de la légalité des mesures prises par le maire² (Langres 1885). Les auteurs sont en désaccord sur la forme que le maire doit donner à sa réquisition.

1. D. 87-1-45.

2. D. 86-3-15.

Pour M. Puton, il faudrait un arrêté, mais, selon l'opinion la plus répandue³, il suffit d'une invitation « qui ne laisse place à aucune incertitude ».

Ce droit exceptionnel de chasse du loup et du sanglier *par temps de neige* n'est pas aussi limité que celui de destruction des animaux nuisibles prévu dans la première partie du paragraphe 3. Il peut s'étendre à tout le « territoire » de la commune et non plus seulement aux « bois, buissons et forêts ».

Toutefois, dans une circulaire explicative adressée au préfet le 4 décembre 1884, le ministre rappelle que si la battue projetée était exécutée dans une forêt domaniale, il faudrait l'assentiment préalable de l'administration des eaux et forêts qui chargerait l'un de ses agents de la surveillance des chasses.

Le maire peut déléguer ses pouvoirs de direction et de surveillance de la battue à l'un de ses administrés, bon chasseur ou propriétaire de chiens spéciaux. Il peut, et disons-le, il devrait même les confier au lieutenant de louveterie de sa circonscription tout particulièrement qualifié.

Le maire demeure néanmoins responsable des mesures qu'il ordonne et c'est à lui de veiller à ce que ces destructions d'animaux nuisibles ne soient pas le prétexte de chasses illicites sur le terrain d'autrui. Ajoutons que les pouvoirs reconnus au maire depuis 1884 ne limitent en rien ceux du préfet qui conserve la haute direction de toutes le

1. *Animaux nuisibles*, p. 18.

mesures concernant la chasse ou la destruction des animaux nuisibles. Cependant, pour faire face à des situations spéciales, pour parer à des dommages qui peuvent être très localisés, il était nécessaire que les maires fussent dotés de pouvoirs propres.

Ce principe a reçu récemment encore une application à propos de la destruction des corbeaux, des pies et des geais. M. Clémentel, ministre de l'agriculture, invitait les préfets, dans une circulaire du 30 décembre 1916, à déléguer aux maires le droit d'autoriser les propriétaires à détruire les nids de ces oiseaux nuisibles. Ce droit n'avait été primitivement accordé qu'aux préfets, par la loi du 23 juillet 1907.

Pour terminer cette étude du droit du maire en matière de destruction des animaux nuisibles, il convient de rappeler qu'il peut demander dans ce but à l'Assemblée municipale de prévoir l'allocation de primes.

Le sous-préfet. — Un décret du 13 avril 1861, sur la décentralisation administrative, a transféré au sous-préfet le droit d'autoriser les battues de destruction quand celles-ci doivent avoir lieu « dans les bois des communes et des établissements de bienfaisance ».

Le préfet. — En sa qualité de représentant de l'administration centrale, le préfet a en matière de chasse, des attributions générales. Il délivre des permis de chasse et fixe par arrêté les dates d'ouverture et de fermeture ; il est également qualifié pour autoriser, en période de fermeture, la

chasse temporaire de certains gibiers de passage et tolérer, à cet effet, l'usage d'engins généralement prohibés tels que les collets de crin pour la capture des grives, dans le département des Ardennes, par exemple, ou les filets destinés à prendre les palombes dans les Landes.

En ce qui concerne la destruction des animaux nuisibles, le préfet a, d'une part, hérité des pouvoirs spéciaux confiés par l'arrêté du 19 pluviôse an V à l'administration centrale du département, article 3. C'est en vertu de ce texte qu'il prescrit et fait exécuter les destructions officielles souvent appelées pour cette raison « battues administratives ». Les agents d'exécution du préfet dans le département sont les lieutenants de louveterie, commissionnés par lui depuis le décret de 1852, et auxquels il adresse des arrêtés dans ce sens.

L'arrêté renferme toutes les instructions nécessaires au louvetier : le lieu des battues, leur nombre, la période sur laquelle elles devront s'échelonner, etc... C'est aussi le titre en vertu duquel le lieutenant de louveterie pourra pénétrer librement dans les propriétés privées non closes.

D'autre part, ainsi qu'il a été dit au chapitre *Détermination des animaux nuisibles*, le préfet a également des pouvoirs résultant de la loi de 1844. Par application de l'article 9, il est chargé de dresser la liste des animaux malfaisants ou nuisibles que les propriétaires, possesseurs ou fermiers peuvent détruire en tout temps et leur indiquer les procédés

de destruction qu'ils pourront employer exceptionnellement (engins prohibés, chiens lévriers.)

Ajoutons que la loi de 1844 permet aussi au préfet de prendre des mesures de protection à l'égard du gibier utile pour prévenir sa destruction, favoriser son repeuplement, en interdisant notamment sa chasse en temps de neige.

SECTION III

Les agents préposés à cette destruction

CHAPITRE PREMIER

Les lieutenants de louveterie et leurs fonctions

Depuis le décret du 3 mai 1852, les louvetiers sont nommés par le préfet sur l'avis du Conservateur des Eaux et Forêts, et conformément à l'arrêté du ministre des finances du 3 mai 1852 portés ensuite, à la connaissance du ministre de l'agriculture.

Une controverse s'est élevée, à ce sujet entre certains auteurs : les lieutenants de louveterie, en l'absence de grand louvetier ou de grand veneur, ont-ils aujourd'hui un supérieur hiérarchique et faut-il considérer comme tel le préfet ou le directeur général des eaux et forêts ? Selon l'opinion du professeur Villequez ¹, les louvetiers n'ont plus, depuis la disparition de la charge de Grand Veneur ou de Grand Louvetier, de chef hiérarchique.

1. *Loc. cit.*, p. 264 et suiv.

Dans son cours sur la louveterie, professé à l'école forestière de Nancy en 1872, le professeur Puton défend par contrastes, avec ardeur les droits de l'administration des Eaux et Forêts et voici quels sont ses arguments :

La nomination des lieutenants de louveterie, même si elle émane du préfet, n'en est pas moins soumise au contrôle du Conservateur des Eaux et Forêts. De plus, l'arrêté du 19 pluviôse an V entend bien placer les louvetiers sous l'étroite surveillance de l'administration des eaux et forêts, puisqu'elle prescrit que les battues administratives ne pourront être exécutées sans l'assistance de ses préposés ou agents forestiers locaux.

Un arrêté de la Cour de cassation du 6 juillet 1861 ¹ confirmerait cette opinion en reconnaissant qu'un louvetier n'a pas le droit d'enfreindre, au cours d'une battue, une défense à lui faite par un agent forestier. Il en résulte que, pour rattacher les lieutenants de louveterie à une administration publique, on pourrait les placer sous l'autorité, en quelque sorte théorique, des Eaux et Forêts, bien que cette administration n'ait pas, dans ses attributions, l'objet pour lequel les louvetiers ont été créés et maintenus : la destruction des animaux nuisibles et, se trouvant, en ce qui concerne le domaine privé de l'Etat, dans la situation des particuliers.

Sans doute, les forêts domaniales constituent une partie importante des territoires où les louvetiers ont à remplir leur mission, mais ces forêts ne sont pas les seuls endroits où

1. D. 61-1-352.

peuvent être recherchés et détruits les animaux nuisibles ; on est alors fondé à se demander en quoi l'administration des Eaux et Forêts serait plus qualifiée qu'un propriétaire quelconque pour intervenir hors de son domaine.

De sorte que la suppression de la charge de Grand Veneur ou de Grand Louvetier n'a pas entraîné seulement la disparition d'une fonction de luxe, de distraction du souverain ; elle a, en réalité, privé de son chef un service public : la louveterie.

En fait, le louvetier dépend plutôt de l'autorité préfectorale puisqu'il est nommé par elle et qu'il ne peut agir dans la plupart des cas, que sur ses ordres.

Les conditions requises pour remplir les fonctions de louvetier n'ont pas été réglementées ¹.

L'article 6 de l'ordonnance de 1814 impose seulement la possession d'un équipage dont la composition est ainsi fixée : « un piqueur, deux valets de limier, un valet de chiens, dix chiens courants et quatre limiers ».

Rares sont les lieutenants possédant actuellement de pareils moyens, d'un entretien fort coûteux ; nombre d'entre eux, avec l'aide d'un seul valet de limier et quelques bons chiens, obtiennent encore de fort beaux résultats dans leurs chasses.

La Société de vénerie a cependant émis, en 1923, un vœu tendant à exiger des louvetiers un nombre de chiens

1. Il résulte, toutefois, d'une lettre adressée en 1877 par le garde des sceaux au ministre des Finances, que les fonctions de louvetier, se rattachant à un service public, ne peuvent être confiées à un étranger.

COMMISSION
DE
LIEUTENANT DE LOUVETERIE

Photographie
du
titulaire
à oblitérer
au moyen
d'un timbre sec

LE PRÉFET D

Vu l'ordonnance du 20 août 1814,
Vu le décret du 29 mars 1852,
Vu l'article 22 de la loi du 3 mai 1844, modifié
par la loi du 23 février 1926,
Vu les propositions de M. le Conservateur des
Eaux et Forêts à
en date du 192

(1) Nom et prénoms.

ARRÊTE :

M (1)

né à

est nommé Lieutenant de Louveterie pour exercer ses fonctions dans l'arrondissement d

A charge par lui :

- 1° De prêter le serment prescrit par la loi;
- 2° De faire enregistrer sa Commission et l'acte de sa prestation de serment au greffe du Tribunal de première instance de l'arrondissement;
- 3° De se conformer aux lois et instructions relatives à son service et de bien se comporter dans l'exercice de ses fonctions.

Il lui est donné, en conséquence, tous pouvoirs nécessaires, et à cet effet sont requises, les autorités constituées, de lui prêter aide et assistance en tout ce qui se rattache à l'exercice de ses fonctions.

La présente Commission est, sauf renouvellement porté au verso, valable jusqu'au 30 juin 192 inclus.

Fait à

le
mil neuf cent

suffisant pour assurer le succès de leurs battues et pour diminuer les risques d'accident, hélas, trop fréquents, en leur évitant de faire appel à un nombre de tireurs considérable.

Le *titre* par lequel est nommé le lieutenant de louveterie est une *commission* dont nous reproduisons ci-contre le modèle ; délivré par le préfet, sa durée de validité est d'un an du 1^{er} juillet au 30 juin.

Il est généralement admis qu'un lieutenant, dont la commission n'est pas expressément renouvelée, conserve le droit de s'en prévaloir tant que le préfet ne lui a pas notifié son intention de le révoquer ou qu'il n'a pas désigné encore un nouveau titulaire. Le ministre de l'Agriculture invitait en 1922 les préfets à renouveler les commissions des lieutenants ayant fait preuve de zèle dans l'accomplissement de leur mission. L'Association des lieutenants de louveterie de France avait même émis le vœu que ses membres fussent assurés de rester en fonctions pendant trois ans. Les pouvoirs publics se sont refusés à modifier sur ce point la règle résultant de l'ordonnance de 1814. Il faut évidemment que les préfets puissent remplacer rapidement les louvetiers incapables ou peu consciencieux, mais on doit souhaiter aussi qu'ils maintiennent le plus longtemps possible en fonction les meilleurs d'entre eux, la durée étant en cette matière, comme en toute autre, la condition du meilleur rendement. Pour pratiquer, en effet, avec succès, la destruction de certains animaux nomades comme le loup ou le sanglier, la

possession d'un équipage ne suffit pas ; il faut encore connaître parfaitement : d'une part, les mœurs de ces animaux et, aussi, les lieux où l'on doit les rechercher et les poursuivre. Une longue expérience est donc indispensable.

Les lieutenants de louveterie peuvent depuis peu *prêter serment* devant le tribunal civil avant leur entrée en fonction ; la loi du 23 février 1926, modifiant la loi du 3 mai 1844, les a placés en effet, parmi les autorités chargées de la surveillance et de la police de la chasse ; ils peuvent donc désormais dresser procès-verbal pour les délits de chasse commis dans leur circonscription conformément aux dispositions des circulaires ministérielles interprétant l'extension de leurs pouvoirs ¹. La commission du louvetier qui a prêté serment est, en conséquence, soumise, depuis 1926, à transcription au greffe du tribunal.

Les louvetiers ont, rappelons-le, la faculté du *port de l'uniforme* dans l'exercice de leur fonction, depuis 1814.

La plupart d'entre eux se sont toujours dispensés d'observer, sur ce point, l'ordonnance de la Restauration, qui les dotait, eux et leurs piqueurs, d'une tenue fort seyante pour l'époque mais d'un prix élevé. Un décret récent du 13 décembre 1923 est venu modifier heureusement les détails d'un uniforme dont le moins que l'on puisse dire est qu'il paraîtrait aujourd'hui quelque peu désuet. L'habit à la française fait place désormais à une vareuse aux lignes plus

1. Voir circulaire ministérielle en annexe, p. 105.

simples et mieux adaptée à la conception moderne d'une tenue de chasse. Le décret règle avec soin ces détails vestimentaires que les louvetiers continuent d'ailleurs presque tous à négliger.

Le *nombre* des lieutenants de louveterie, selon l'arrêté du ministre des finances du 3 mai 1852 (article 2) : « ne doit pas excéder celui des arrondissements de sous-préfecture, à moins de circonstances exceptionnelles qui seront soumise à l'appréciation du directeur général des eaux et forêts ». Les préfets font parfois une large application, un peu abusive aussi, il faut le dire, de cette dernière partie de l'article 2. Les lieutenants de louveterie, dont le nombre n'était que de 370 en 1872, sont actuellement environ 1.100. Le département du Doubs en compte 59 ; celui du Gers, 41 ; l'Ain, 28 ; la Haute-Garonne, 27. Nombreux sont les départements où le louvetier n'a sous sa surveillance qu'une fort petite circonscription ne dépassant pas les limites d'un canton, bien qu'il paraisse nécessaire de confier à chacun un territoire assez étendu lui permettant d'agir sans risquer de pénétrer, à l'occasion d'une battue, sur la circonscription d'un collègue.

Les louvetiers ont constitué en 1921 une association ayant son siège à Paris et qui groupe un grand nombre d'entre eux. Elle a pour objet, suivant les termes de ses statuts : « de resserrer les liens de solidarité qui peuvent unir tous les lieutenants de louveterie et d'améliorer toutes les mesures destinées à assurer la destruction des animaux nuisibles,

en apportant à ses membres le concours qui peut leur être nécessaire dans l'exercice de leurs fonctions ».

La plupart des vœux émis aux assemblées de l'Association des lieutenants de louveterie de France ont reçu un accueil favorable du Gouvernement : le droit de verbaliser, les subventions votées par certains Conseils généraux aux louvetiers pour remplacement de chiens sont parmi les mesures dont on lui doit l'initiative.

Il importe maintenant, pour clore ce chapitre « des lieutenants de louveterie », d'essayer de définir les caractères assez particuliers de leur fonction. Ces caractères ont d'ailleurs été très clairement exposés dans une réponse du garde des Sceaux au ministre des finances, en avril 1877 et à laquelle il a été précédemment fait allusion.

« La louveterie, dit le ministre, constitue un véritable service public ; les lieutenants, sous le contrôle des préfets et des agents forestiers, sont préposés à la destruction des animaux nuisibles et sont investis, à cet effet, de privilèges particuliers tels que le droit, fort important, de chasser sur les propriétés privées, ce qui ne peut se concevoir qu'à raison de l'intérêt général au nom duquel ils agissent ; ce sont des agents auxiliaires investis d'un pouvoir restreint mais réel et ayant une mission d'ordre public... »

Les lieutenants de louveterie, sans être de véritables fonctionnaires, sont donc néanmoins chargés d'une mission d'intérêt général et jouissent à cet effet de prérogatives spéciales. Si le droit de pénétrer librement sur les propriétés pri-

vées est la plus importante, il en est d'autres qu'il n'est pas inutile de rappeler : chasse privilégiée du sanglier dans les forêts de l'Etat, port de l'uniforme, droit de verbaliser.

Leur fonction a encore un autre caractère qui mérite d'être signalé en raison de sa rareté : elle est entièrement gratuite¹ ; elle est aussi rigoureusement personnelle, puisqu'elle résulte d'un titre délivré nominativement.

Si les louvetiers peuvent revendiquer plusieurs droits, ils n'ont par contre à remplir qu'une *seule obligation* : détruire les loups et autres animaux nuisibles en tout temps, dans leur circonscription sous la direction et le contrôle du préfet et de l'administration forestière.

Ayant ainsi défini les caractères de la fonction de louvetier, les droits qu'elle confère et le devoir qu'elle impose, il nous faut maintenant étudier les moyens que la louveterie a à sa disposition pour atteindre son but, comment et dans quelles conditions elle les met en œuvre.

1. Dans une circulaire du 30 décembre 1922, le Ministre de l'Agriculture invite les « offices agricoles départementaux » à rembourser aux louvetiers une partie de leurs frais de déplacement.

CHAPITRE II

Le fonctionnement de la louveterie

Il est nécessaire de distinguer tout d'abord les procédés de destruction que le louvetier peut employer du fait même de sa qualité d'officier de louveterie et ceux qu'il ne peut mettre en œuvre qu'en vertu d'ordres émanant de l'autorité préfectorale. Examinons d'abord le cas où le louvetier peut agir de sa propre autorité.

1° *Chasse officielle du loup*. — Tous les textes régissant la louveterie, depuis les ordonnances les plus anciennes, jusqu'à celle du 20 août 1814, visent à lui fournir les moyens nécessaires à faire disparaître totalement les loups. En dépit des critiques dont la louveterie a pu faire l'objet, il faut bien reconnaître qu'elle a atteint le but qui lui était assigné : ces animaux sont aujourd'hui en nombre infime dans nos forêts ; les massifs boisés de la Haute-Marne, ceux de la Charente, sont à peu près les seuls où s'abritent quelques rares représentants de l'espèce.

Malgré l'intérêt tout rétrospectif de la question, il nous paraît nécessaire de rappeler brièvement les pouvoirs spéciaux du louvetier en matière de chasse au loup, surtout en

1. Depuis le rétablissement de la louveterie en l'an XII.

raison de leur importance passée mais aussi parce qu'ils n'ont pas été abolis.

L'arrêté du 19 pluviôse an V (article 5) est le premier texte postérieur à la Révolution, qui reconnaisse le droit de posséder un équipage et de chasser à courre, avec l'autorisation des corps administratifs et sous la surveillance des agents forestiers.

Le décret du 1^{er} germinal an XIII va plus loin dans cette voie : il impose aux louvetiers, récemment rétablis par le décret du 8 fructidor an XII, la possession d'un équipage dont la composition a été indiquée et il détermine les conditions de son emploi.

L'ordonnance du 20 août 1814 ayant renouvelé les mêmes prescriptions, il est préférable de se rapporter à ce texte définitif pour étudier ces divers points. L'article 8 de l'ordonnance déclare que « dans les endroits que fréquentent les loups, le principal travail de l'équipage doit être de les détourner, d'entourer les enceintes avec les gardes forestiers et de les faire tirer au lancé ; on découple si cela est nécessaire ».

Les louvetiers se trouvent donc munis de pouvoirs très étendus pour rechercher les loups ou, si l'on préfère le terme usité en vénerie, pour effectuer leurs « quêtes » ; ils ont, sur tout le territoire de leur circonscription, un droit d'investigation, de recherche bien plus étendu que le droit de chasse lui-même et qui s'en distingue nettement. Ainsi se trouve défini un droit dont l'exercice n'a pas été sans soulever des

difficultés dans la suite, non seulement à propos de loups mais encore pour la recherche de sangliers ou de cerfs.

Le fait de rechercher les animaux au moyen d'un limier, « de faire le bois » ne serait pas un acte de chasse en lui-même et un arrêt de la cour de Dijon du 19 novembre 1862 a consacré cette interprétation¹. Il faut reconnaître que cet arrêt se montre peu respectueux des droits du propriétaire qui doit pouvoir, si bon lui semble, s'opposer à ce que les valets de limier d'un maître d'équipage quelconque pénètrent sur ses terres.

Mais le louvetier, remplissant une mission d'intérêt général, a le libre accès des lieux, quels qu'ils soient, où il estime pouvoir détourner un animal.

Le loup étant « rembuché », le louvetier peut aussitôt, et sans en référer à aucune autorité, faire appel à ses aides et commencer la chasse.

Il ne saurait, en effet, en être autrement ; il s'agit d'atteindre un animal nomade, particulièrement méfiant, qui doit être attaqué sans délai dès qu'on a mené à bien la tâche très délicate de reconnaître avec précision le lieu de sa retraite momentanée qu'il quittera à la première alerte.

Le loup ayant été tiré au lancé, la chasse peut être terminée si un tireur habile a réussi à atteindre l'animal mortellement.

Mais l'ordonnance de 1814 permet, au cas où il serait manqué, de découpler les chiens. Une véritable chasse à

1. S. 1863-2-85.

coure commence dans ce cas, et il convient de déterminer quels sont alors les droits du louvetier. Si la chasse se déroule dans les bois où le louvetier peut chasser à un titre quelconque, en tant que propriétaire ou locataire, il n'y a pas de difficulté. Mais si les hasards de la poursuite l'entraînent sur des domaines privés, a-t-il dans ce cas le droit de suite ? Un arrêt de cassation du 8 juin 1841 ¹, très nettement motivé, le lui reconnaît formellement : « Les lieutenants de louveterie doivent être considérés comme ayant dans le titre même que leur a confié l'autorité publique, une *autorisation permanente* de se livrer à cette chasse. »

D'autres décisions de jurisprudence, rendues dans le même sens spécifient que l'on doit nettement séparer la chasse de l'animal que le louvetier pratique seul avec ses chiens et quelques aides, des battues administratives, mesures de grande envergure, plus solennelles pourrait-on dire, et qui nécessitent l'autorisation du préfet.

Cependant, qu'il s'agisse de chasse ou de battue, l'administration forestière conserve son droit de surveillance ; mais l'ordonnance de 1814, en ce qui concerne la chasse du loup, exige seulement la présence des gardes forestiers ; ceux-ci ont d'ailleurs à jouer un rôle actif : entourer l'enceinte où est supposé remis le loup et le tirer à sa sortie.

« Dans le temps où la chasse n'est plus permise, les lieutenants de louveterie doivent particulièrement s'occuper à faire tendre des pièges, avec les précautions d'usage, faire

1. S. 1842-1-657.

détourner les loups et, après avoir entouré les enceintes de garde, les *attaquer à trait de limier*, sans se servir de l'équipage qu'il est défendu de découpler. » (Article 9 de l'ordonnance de 1814.)

La chasse étant fermée le louvetier doit recourir à des procédés de chasse moins bruyants qui ne puissent pas troubler le gibier utile à l'époque de la reproduction.

La pose des pièges, indiquée comme premier mode de destruction, peut-être confiée par le louvetier à des tiers, suivant les termes de l'ordonnance.

Il y a lieu de penser que cette tâche incombait aux sergents louvetiers sur les fonctions desquels nous sommes si peu renseignés.

L'usage du poison, que l'ordonnance de 1814 n'avait pas mentionné, est recommandé dans une circulaire de 1818 qui règle les conditions de son emploi et apporte d'utiles instructions concernant le piègeage.

Tels sont les moyens légaux de chasse du loup en période de fermeture. Sont-ils très efficaces ? Il est permis d'en douter. Même pratiqués suivant les meilleurs principes, l'art si difficile du piègeage donne nécessairement des résultats très inférieurs à ceux que permettent d'obtenir les chasses et surtout les battues, seuls moyens de destruction radicale.

Pièges ou appâts empoisonnés ont encore le grave inconvénient d'être un danger permanent pour tous les animaux sans distinction.

Mais si le louvetier ne peut, en période de fermeture, se

livrer de sa propre autorité à la chasse, il lui est toujours possible de solliciter du préfet une autorisation spéciale de chasse qui lui sera rarement refusée.

Le droit de chasser librement le loup en période d'ouverture peut-il s'étendre à d'autres animaux nuisibles ? L'article 8 de l'ordonnance de 1814, qui ne mentionne que le loup, peut-il être interprété dans un sens large ?

On conçoit aisément toute l'importance que prendrait cette question de chasse officielle et quels seraient alors les pouvoirs du louvétier si elle était tranchée par l'affirmative.

Il s'agit toujours, bien entendu, du cas où le lieutenant de louveterie voudrait attaquer et poursuivre un animal nuisible dans un bois où il n'a aucun droit de chasse.

Selon l'opinion de Villequez et de quelques auteurs (de Neyreinand, Petit), il faut se référer à l'arrêté du 19 pluviôse an V, qui prévoit (article 2) : « des chasses générales ou particulières aux loups, renard, blaireaux et autres animaux nuisibles ».

L'article 5 permet aux particuliers, ayant des équipages pour ces chasses, de s'y livrer sous l'inspection et la surveillance des agents forestiers. « Voila déjà, déclare le professeur Villequez, trois catégories d'animaux désignées par la loi elle-même aux coups des officiers de louveterie¹. »

Le même auteur prétend retrouver dans l'ordonnance de 1814 les dispositions de l'arrêté de l'an V, mais appliquées cette fois aux louvetiers et non plus aux propriétaires

1. *Lcc. cit.*, p. 357.

d'équipage. Or, l'article 7 de l'ordonnance est ainsi conçu : « les lieutenants de louveterie sont tenus de se procurer les pièges nécessaires à la destruction des loups, renards, blaireaux et autres animaux nuisibles ».

Quant à l'article 8, il ne fait mention que des loups. Il semble difficile d'admettre avec cette partie de la doctrine, que les droits accordés en l'an V au propriétaire, sur son domaine, aient été attribués aux louvetiers en 1814. L'examen des textes ne le permet pas. Il n'est pas inutile d'ailleurs de remarquer qu'il s'agit ici de mesures graves entraînant, pour les propriétaires, la dépossession temporaire de leur droit de chasse. Si une telle mesure se justifie pour la destruction d'un animal aussi dangereux que le loup, on ne saurait l'appliquer aux renards ou aux blaireaux, animaux dont la présence est un fait ordinaire dans la plupart des bois.

Telle est d'ailleurs l'interprétation de la jurisprudence, notamment Neufchâtel 1882 ¹ et de plusieurs auteurs parmi lesquels Puton ².

Par suite, seule n'est pas subordonnée à l'autorisation du préfet, la chasse officielle du loup en temps d'ouverture.

2° *Chasse privilégiée du sanglier*. — Ce droit de chasser à courre le sanglier, deux fois par mois dans les forêts de l'Etat, a été signalé précédemment parmi les prérogatives particulières des louvetiers ; il résulte, comme il a été dit, de

1. Rec. de Rouen, 1882, p. 261.

2. *Loc. cit.*, n° 88.

l'article 16 de l'ordonnance de 1814 et est destiné à fournir aux équipages l'occasion de s'entraîner pendant l'absence momentanée des loups. La disparition même de ces animaux a entraîné l'inutilité d'une disposition aujourd'hui tombée en désuétude, mais non abrogée. Quant la chasse des forêts de l'Etat fut mise en adjudication, vers 1830, une clause du cahier des charges a reconnu ce privilège du louvetier et a interdit aux adjudicataires de s'opposer à son libre exercice. Cette clause se retrouve dans tous les cahiers des charges postérieurs.

La présence d'un agent forestier imposée à ces chasses aux sangliers, est d'une utilité certaine pour assurer le respect des droits de l'adjudicataire car le sanglier ne peut être tiré au cours de cette chasse (article 17 de l'ordonnance), que s'il fait tête aux chiens ; il est seulement permis de le forcer. Le sanglier n'était donc pas, en 1814, considéré comme un animal spécifiquement nuisible qu'il convient de détruire en tout temps et en tout lieu comme l'admet une jurisprudence ultérieure devenue constante.

3° *Les battues administratives.* — Ce mode de destruction est prévu par l'arrêté du 19 pluviôse an V (article 2). « Il sera fait dans les forêts domaniales et dans les campagnes, tous les trois mois, et plus souvent s'il est nécessaire, des chasses ou battues générales où particulières aux loups, renards, blaireaux et autres animaux nuisibles. »

Il importe de bien distinguer ces autorisations de chasses ou battues générales prévues par l'arrêté de pluviôse, du

droit de chasse reconnu aux louvetiers par l'ordonnance de 1814.

La « chasse » est un procédé que l'officier de louveterie emploie seul avec l'assistance de son personnel et de ses chiens et le concours des seuls propriétaires ou locataires de chasse intéressés ; elle peut s'exercer contre le loup et, dans ce cas, elle est pratiquée librement par le louvetier. Dirigée contre d'autres animaux, elle est soumise à l'autorisation du préfet ; mais cette autorisation ne revêt pas la forme d'un arrêté ; elle consiste en une permission individuelle de chasse, valable pour un temps assez long ; et qui est susceptible d'être accordée non seulement à un louvetier, mais aussi à un particulier propriétaire d'un équipage. L'exécution de ces chasses, qu'il s'agisse d'un loup ou d'un autre animal, varie peu et les procédés indiqués pour le loup peuvent s'appliquer aux sangliers par exemple.

La battue administrative est, au contraire, une mesure de destruction d'intérêt public et de caractère essentiellement collectif ; elle suppose le concours de nombreux participants, traqueurs et tireurs, elle nécessite des formalités préalables, des mesures de publicité, l'intervention de plusieurs autorités.

L'ordre de battue. — L'acte administratif qui donne au lieutenant de louveterie le droit de procéder à une battue est un arrêté du préfet appelé parfois « ordre de battue » dont nous reproduisons le modèle ci-contre.

L'autorité préfectorale peut prendre elle-même l'initia-

de

DIVISION

Le PRÉFET de.....

VU :

CHASSE**DESTRUCTION**

DES

SANGLIERS

Autorisation de Battues

L'arrêté du Gouvernement du 19 pluviôse, an V;
 L'ordonnance du 20 août 1914;
 La loi du 3 mai 1844;
 La circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur du 27 janvier 1858;
 L'arrêté préfectoral du 24 décembre 1924 réglementant la police de la
 chasse dans

La plainte formulée par

signalant les dégâts causés par les sangliers, et tendant à obtenir l'orga-
 nisation de battues administratives.....

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il sera fait à compter de ce jour jusqu'au

..... sur le territoire de la commune de

et des communes environnantes, sous la direction de M.

..... Lieutenant de Louveterie à

..... battues ou chasses exceptionnelles à l'aide de chiens
 courants, pour la destruction des sangliers avec le nombre de tireurs et
 de traqueurs reconnu nécessaire.

Tout porteur d'armes à feu devra au préalable être agréé par le direc-
 teur de la battue qui pourra en outre, à tous moments, interdire à ceux
 d'entre eux qui se seraient montrés imprudents ou indisciplinés de con-
 tinuer de prendre part à la battue.

ART. 2. — Le directeur des battues en fixera le jour et l'heure et devra
 prévenir l'Inspecteur des Eaux et Forêts à, au moins quatre jours
 à l'avance, pour qu'il puisse assister aux battues ou chasses ou s'y faire
 remplacer le cas échéant,

ART. 3. — Ampliation du présent arrêté sera adressé :

1° A M. le Conservateur des Eaux et Forêts à

2° A M.

Lieutenant de Louveterie à

3° A M. le Sous-Préfet de

4° A M. le Maire de

5° A M. le Commandant de gendarmerie, à ; qui prendront
 chacun en ce qui le concerne, les mesures pour en assurer l'exécution.

Le..... 192

Pour le Préfet de.....

Le Secrétaire Général,

tive de cet arrêté, mais il est pris, ordinairement, à la suite de plaintes formulées par des propriétaires victimes de dégâts causés par des animaux nuisibles. Ces plaintes sont généralement transmises à la préfecture par l'entremise du maire. Celui-ci pourrait, d'ailleurs, en cas d'urgence, user des pouvoirs qu'il tient de la loi de 1884 et ordonner sans délai une battue municipale.

Le lieutenant de louveterie, ayant eu connaissance d'animaux nuisibles sur sa circonscription, peut également solliciter lui-même du préfet l'acte qui le mettra en mesure d'accomplir régulièrement sa mission.

Le préfet peut apprécier l'opportunité des battues qu'il lui est demandé d'ordonner; il doit tenir compte de l'époque et les réduire au strict nécessaire si, intervenant au moment des couvées, par exemple, elles risquent de porter un préjudice sérieux aux détenteurs du droit de chasse.

Les termes de l'arrêté préfectoral sont très limitatifs. Les bois ou les communes dans lesquels les battues auront lieu sont indiqués nominativement. Le nombre de ces battues est également mentionné ainsi que les dates extrêmes, toujours rapprochées, entre lesquelles le louvetier pourra les échelonner, les espèces d'animaux auxquels s'appliquera la battue.

L'arrêté n'est donc pas une simple permission de chasse : c'est un ordre à exécuter à tous points et qui n'est applicable qu'aux seuls animaux en vue desquels il est pris.

Ce document est-il soumis à des formalités de publicité ?

Aucun texte ne l'exige, mais, d'une part, le préfet avertit les maires des mesures qu'il ordonne sur le territoire de leurs communes et, d'autre part, le lieutenant de louveterie doit, en principe, informer les propriétaires des jours choisis par lui pour ses battues, bien qu'aucun texte ne l'y oblige¹. Cependant, la plupart des arrêtés spécifient que les propriétaires doivent s'abstenir de tout acte de chasse sur leurs terres dans les 48 heures précédant la battue ; il faut donc que celle-ci soit portée à leur connaissance.

L'expérience a démontré d'ailleurs tous les avantages que le louvetier peut tirer d'une entente préalable conclue entre les propriétaires, les détenteurs de la chasse et lui. Les battues, en dépit de leur caractère de mesures d'intérêt public, que les particuliers doivent subir et auxquelles ils doivent même participer s'ils en sont requis, ne manquent pas de provoquer les récriminations de certains propriétaires préoccupés de la sauvegarde de leurs droits. Ceux-ci, mécontents d'assister à l'envahissement de leurs chasses par tous les tireurs du voisinage, froissés aussi, parfois, du manque de prévenance des louvetiers à leur égard, peuvent être tentés de nuire aux succès des battues projetées sur leurs terres malgré les sanctions qu'ils pourraient encourir de ce chef.

L'on sait combien il est facile, entre l'heure où a été « rembûchée » une compagnie de sangliers, par exemple, et le commencement de la battue, de pénétrer sous bois et de

1. Voir dans ce sens : Château Chinon, 24 septembre 1887 ; D. 88-3-104.

PREFECTURE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

de

DIVISION

CHASSE

Le PRÉFET de

DESTRUCTION DES SANGLIERS

à Monsieur

AUTORISATION DE BATTUES

Lieutenant de Louveterie

à

Je vous envoie, sous ce pli, ampliation de mon arrêté en date du, ordonnant des battues dans certaines communes du département.

En sus des prescriptions contenues dans ledit arrêté, le Directeur de la battue devra se conformer strictement aux clauses et conditions ci-après :

1° Le bois sera fait le matin si possible, avec des limiers par un ou plusieurs piqueurs et les battues ou chasses exceptionnelles ne pourront être effectuées que dans les enceintes dans laquelle les sangliers auront été rembûchés;

2° Le directeur des battues devra prévenir 48 heures d'avance par l'intermédiaire des Maires des communes intéressées les propriétaires et les détenteurs du droit de chasse des bois où auront lieu les battues ou chasses.
Il avisera directement les intéressés s'il le juge utile;

3° Le lendemain des battues ou chasses, le directeur adressera à la *Préfecture* et à la Conservation des Eaux et Forêts un rapport indiquant les incidents qui se seront produits et faisant connaître les résultats et le nombre d'animaux détruits.

LE PRÉFET DE

mettre les animaux sur pied. La battue se réduit alors à ce que les veneurs appellent un « buisson creux ».

Le lieutenant de l'ouveterie, muni de son ordre de battue, en fixe lui-même les jours, ou se met d'accord sur ce point avec les maires et les propriétaires ; il désigne également le lieu et l'heure du rendez-vous.

Des personnes qui participent aux battues. — Sont en général convoqués aux battues, en premier lieu, les propriétaires qui ont eu à subir les dommages ayant motivé ces mesures de destruction. Ordinairement, le maire porte l'arrêté préfectoral à la connaissance de tous les tireurs de la commune par un procédé quelconque de publicité (affichage ou annonce par le crieur public). Le l'ouvetier trouve ainsi à sa disposition un nombre de fusils souvent bien supérieur à celui qu'il souhaiterait.

Il serait désirable que tous les tireurs d'une prudence douteuse fussent impitoyablement écartés des battues. La fréquence des accidents qui s'y produisent prouve l'utilité qu'il y aurait à donner sur ce point des pouvoirs précis au l'ouvetier. Pouvoirs qui lui ont cependant été reconnus par une décision de justice (tribunal de paix d'Arbois, 5 mars 1878) et une circulaire du ministre de l'agriculture du 14 septembre 1915.

Obligation légale d'assistance aux battues. — Les chasseurs ou traqueurs, légalement convoqués par le maire, sont tenus de concourir à la battue. L'arrêté de pluviôse, an V,

rappelle les arrêts du Conseil de 1697 et 1698 qui prévoient une amende de dix livres à quiconque omet, sans excuse valable, de répondre à une convocation régulière.

Il a été fait application également, dans l'espèce, de l'article 475, § 12, du Code pénal punissant d'une amende de 6 à 10 francs le refus de secours dans des circonstances graves telles que : incendie, inondation, accident, etc. etc... battues administratives (tribunal de paix de Vaucouleurs, 20 août 1861).

Il faut ajouter aux personnes tenues de prendre part aux battues ayant lieu dans les forêts domaniales, les adjudicataires du droit de chasse ; une clause du cahier des charges rappelle cette obligation.

Il est nécessaire de signaler ici que les battues ne peuvent être exécutées dans les forêts de l'Etat que si les adjudicataires, après avoir été mis en demeure de détruire eux-mêmes les animaux nuisibles, ont négligé de s'exécuter ¹.

Les personnes convoquées aux battues et appelées à y jouer un rôle actif en qualité de tireur ou de traqueur doivent-elles être titulaires d'un permis de chasse ? La question a été résolue par la négative.

Obéissant à une véritable réquisition à laquelle elles ne peuvent se soustraire, ces personnes ne sauraient être soumises au paiement d'un permis. La battue admi-

1. Voir à ce sujet une note de M. Mestre commentant un arrêt de la Cour de Poitiers du 13 décembre 1911 (« Loi » du 25 juin 1912). Il s'agissait en l'espèce de battues aux sangliers organisées par un lieutenant de louveterie dans la forêt domaniale de Camors, auxquelles les titulaires de la chasse s'étaient opposés prétextant qu'ils n'avaient pas été au préalable, mis en demeure de détruire eux-mêmes ces animaux nuisibles comme le stipulait le cahier des charges.

nistrative, de plus, par sa nature, ne saurait être assimilée à un fait de chasse. Elle est un moyen d'action d'un service public : la louveterie. Enfin les titulaires de permis pour être en nombre insuffisant dans une commune pour assurer le succès d'une battue.

Les animaux qui peuvent être détruits en battue. — L'arrêté de l'an V ne désigne nominativement, parmi les animaux pouvant faire l'objet d'une battue, que les loups, renards et blaireaux. Mais que faut-il entendre par l'expression « les autres animaux nuisibles » ? Toute la question de leur détermination se pose ici à nouveau.

Il n'est pas possible d'admettre que les animaux déclarés nuisibles par le préfet dans son arrêté permanent soient ceux auxquels peuvent s'appliquer les battues. Cet arrêté est pris dans un but bien déterminé : celui de permettre aux propriétaires de poursuivre et de tuer sur leurs terres, en tout temps, certains animaux.

La jurisprudence admet néanmoins le droit pour le préfet d'ordonner des battues pour des animaux désignés par lui dans son arrêté si des circonstances graves viennent à l'exiger.

Mais les tribunaux conservent un pouvoir souverain d'appréciation et si la jurisprudence admet aujourd'hui la légalité des battues de cerfs ou de sangliers, le Conseil d'Etat s'est toujours refusé à admettre l'emploi de ces moyens contre des lapins ¹.

1. Le législateur vient, on le sait, d'adopter la thèse contraire (Loi du 10 mars 1930).

Battues illégales. — Une battue illégalement prescrite peut-elle engager la responsabilité pénale des personnes qui y participent ? Il faut distinguer deux cas : les tireurs assistent à la battue sur convocation régulière du maire ; leur responsabilité est alors à couvert puisqu'ils remplissent une obligation qu'ils ne pouvaient éviter et dont ils n'avaient pas à apprécier la légalité (arrêt précité de la Cour de cassation du 12 juin 1886 ¹).

Dans la deuxième hypothèse : les tireurs participent à la battue illégale en qualité de simples invités du lieutenant de louveterie ou de l'agent forestier. Ils peuvent alors se voir dresser procès-verbal pour chasse illicite sur le terrain d'autrui et encourir les peines prévues par la loi de 1844 sur la police de la chasse. Certains auteurs admettent cependant que l'article 463 du Code pénal (circonstances atténuantes) bien qu'exclu formellement par l'article 2 de la loi de 1844, pourrait recevoir ici son application.

Il y aurait donc à établir une distinction entre les délits de chasse proprement dits et les infractions aux règlements sur la louveterie.

Des lieux où sont exécutées les battues. — Après avoir étudié les formalités préliminaires des battues, il convient de déterminer les lieux où elles peuvent se dérouler.

Les termes de l'arrêté de l'an V sont très larges : « ...il sera fait dans les forêts nationales et dans les campagnes...

1. Villeques, *loc. cit.*, n° 181.

des chasses générales ou battues ». Doctrine et jurisprudence interprètent le mot « campagnes » dans le sens large de « bois particuliers ». N'est-il pas de toute nécessité que le louvetier soit en mesure de pénétrer « partout où les animaux nuisibles se trouvent ou sont présumés se trouver ? »

Cependant une circulaire du 22 juillet 1851 spécifie que les battues ne peuvent avoir lieu dans les propriétés clôturées. Ceci est d'ailleurs conforme à l'esprit de la loi de 1844 qui exclut de sa réglementation la chasse pratiquée dans les lieux entourés d'une clôture continue empêchant suivant les termes de l'alinéa ajouté à l'article 2 par la loi du 1^{er} mai 1924, « complètement le passage de l'homme et celui du gibier à poil ».

L'exécution des battues. — Il appartient au louvetier directeur de la battue, de prendre, de concert avec l'agent forestier qui l'assiste en principe, toutes les mesures propres à en assurer le succès. Voici comment, en général, se déroule une battue administrative.

Après avoir indiqué sommairement aux tireurs le nombre d'animaux détournés et le lieu présumé de leur retraite, de la « brisée », le louvetier désigne à chaque tireur un poste qu'il devra occuper en silence jusqu'à la fin de l'opération. L'enceinte où sont remis les animaux sera entourée d'une ligne ininterrompue de chasseurs espacés de façon que tout animal, à sa sortie, passe à portée de fusil.

Si le nombre des tireurs est assez considérable, ce qui est généralement le cas, il peut être utile de placer quelques-uns d'entre eux aux meilleurs passages (ravins, coulées), assez éloignés du lieu même de la battue et où les animaux manqués une première fois, seront tirés de nouveau.

Tous les tireurs étant placés, les traqueurs pénètrent dans l'enceinte sous la conduite du louveter ou de son piqueur ; ils la parcourent lentement en marchant sur une même ligne et en faisant suffisamment de bruit, moins dans le but d'effrayer les animaux que de signaler aux chasseurs leur présence exacte et éviter par là les coups de fusil malencontreux.

Nombreux sont les lieutenants de louveterie qui remplacent avantageusement les traqueurs par un petit nombre de chiens spécialisés dans l'attaque des animaux.

Les animaux tués appartiennent aux chasseurs heureux qui les ont tués. Doctrine et jurisprudence sont d'accord à ce sujet, mais il est d'usage à peu près constant, quand il s'agit de bêtes comestibles, de les répartir entre tous les participants. Le transport, la vente et le colportage des sangliers tués comme animaux nuisibles sont librement autorisés, même en temps de fermeture de la chasse.

En ce qui concerne les cerfs ou biches tués en cours de battues administratives ou de destruction, ils ne peuvent être transportés, vendus ou colportés que sous plomb de douane et accompagnés d'un certificat d'origine.

Surveillance de l'Administration des Eaux et Forêts. —

La présence d'un agent forestier est, on le sait, prescrite par l'arrêté du 19 pluviôse an V. Dans le cas où ces battues s'exécutent dans les bois particuliers, ce contrôle est d'ailleurs tout théorique. Les agents forestiers sont-ils trop peu nombreux ? Ont-ils, dans la surveillance des forêts domaniales, une occupation qui absorbe toute leur activité ? Quelle que soit la raison, les agents forestiers n'assistent pratiquement jamais aux battues hors des forêts de l'Etat. La surveillance des battues dans les domaines privés est pratiquée, en fait, par la gendarmerie ¹.

Malgré l'utilité de sa présence sur le terrain pour assurer le maintien de l'ordre, elle ne saurait jouer le rôle très utile de l'administration forestière en la circonstance.

Compte rendu des battues. — Il convient d'indiquer que le résultat des battues doit faire l'objet d'un procès-verbal adressé à la préfecture par le louvetier ; il enregistre les résultats obtenus. Les participants aux battues sont parfois invités à apposer leur signature au bas de ce document.

Quelle est l'utilité de cette formalité ? Elle permet aux autorités départementale et forestière de contrôler l'action du louvetier ; elle sert de base à l'établissement des statistiques régulièrement dressées depuis 1818.

1. Mais non en droit comme tend à le faire admettre un jugement du Tribunal de Mantes du 16 décembre 1873 (« droit » du 10 juin 1874). Aucun texte ne permet d'affirmer que la gendarmerie remplace valablement l'administration forestière sur les terrains particuliers.

Enfin, jusqu'en 1923, le procès-verbal était le titre en vertu duquel pouvaient être attribuées les primes aux ayants droit.

*Autres moyens d'action des lieutenants
de louveterie.*

Parmi les divers moyens de destruction mis par la loi à la disposition des louvetiers, il faut rappeler l'emploi des *pièges* et du *poison*, procédés qui ont fait l'objet de développements antérieurs.

Il convient encore de signaler les *missions temporaires* dont le louvetier peut-être chargé par le préfet et auxquelles fait allusion une circulaire du ministre de l'agriculture du 31 mars 1926 adressée aux préfets en exécution de la loi du 23 février précédent, loi qui modifie celle de 1844 ; elle donne peu de détails sur la nature exacte de ces missions, mais elle déclare que, pendant toute leur durée, le louvetier doit-être considéré comme étant en fonctions et pouvant, par suite, dresser procès-verbal en matière de chasse.

La *mission temporaire*, sans se confondre avec la *permission individuelle de chasse* semble avoir avec elle de nombreux traits communs. Toutefois la durée de la mission serait inférieure à celle de la permission et son objet plus précis ¹.

1. Telle est l'interprétation de l'Administration des Eaux et Forêts d'après la circulaire adressée le 12 juillet 1926 par le Directeur général aux Conservateurs.

Une mission pourrait par exemple consister à charger le louvetier de détruire renards et blaireaux par le poison sur le territoire d'une commune déterminée.

Enfin, l'Association des lieutenants de louveterie de France a préconisé la création de « *semaines de destruction* ».

Elles consisteraient à charger tous les louvetiers d'une même région, à procéder de concert à certaines destructions telles que l'empoisonnement des renards par exemple, comme cela a été mis en pratique dans l'Aube et dans l'Ariège.

SECTION IV

CHAPITRE UNIQUE

La destruction des animaux nuisibles en Alsace-Lorraine

Il est nécessaire, avant d'étudier le régime particulier de la destruction des animaux nuisibles en Alsace-Lorraine, d'exposer brièvement l'organisation elle-même de la chasse, si différente de celle résultant, en France, de la loi de 1844.

Après l'annexion en 1870, la loi française de la chasse fut encore maintenue pendant dix ans, chaque propriétaire ayant sur ses terres le libre exercice du droit de chasse et pouvant en disposer en son gré. Mais, par suite du morcellement de la propriété¹, les hauts fonctionnaires allemands, les officiers amateurs de chasse, que leur carrière avait appelés en pays conquis, se plaignirent de la difficulté qu'ils

1. Dans les régions de petite propriété, et c'est le cas en Alsace, les principes de la loi de 1844 ont prouvé leurs graves inconvénients. Aucune exploitation rationnelle de la chasse n'est possible en effet quand chaque propriétaire peut chasser librement sur chacune de ses parcelles. L'assimilation du droit de chasse au droit de propriété aboutit dans cette hypothèse, à supprimer la chasse elle-même par la disparition du gibier.

rencontraient à trouver des territoires suffisamment vastes pour se livrer à leur plaisir favori. Une campagne, à laquelle se joignirent certains grands propriétaires alsaciens, commença, tendant à obtenir l'application en Alsace du régime allemands résultant d'une loi de 1850, lui-même inspiré de la législation en vigueur dans le grand-duché de Bade depuis 1848.

La loi sur l'exercice de la chasse en Alsace-Lorraine du 7 février 1881, allait poser le principe de la *communalisation*. Cette loi, dans son article 1, reconnaît certes le droit de chasse au propriétaire sur son terrain, mais sous des conditions très restrictives qui ont fait l'objet de l'article 2. Voici dans quels termes ces restrictions sont posées : « *Article 2.* Le droit de chasse sur les terrains et cours d'eau soumis aux dispositions de la présente loi, sera exercé par la commune au nom et pour le compte des propriétaires.

« Pour chaque ban communal, la chasse sera louée par voie d'adjudication publique pour une durée de neuf années en se conformant aux prescriptions légales sur la location des biens communaux...

« La division d'un ban communal en plusieurs districts de chasse, dont chacun devra avoir une contenance d'au moins 200 hectares, est permise.

« *Article 3.* Les propriétaires de terrains d'une surface non interrompue d'au moins 25 hectares ou de lacs et d'étangs d'au moins 5 hectares, ainsi que d'étangs appropriés comme canardière, peuvent se réserver l'exercice du droit de chasse sur ces propriétés.

C'est le principe de la communalisation, limitée d'ailleurs dans les conditions que l'on vient de voir.

L'exercice du droit de chasse en Alsace-Lorraine se trouve ainsi entre les mains d'un nombre restreint de titulaires, moyens et grands propriétaires, adjudicataires de districts.

En ce qui concerne les forêts domaniales, la chasse y était affermée suivant le principe adopté en France dès 1830. Mais dans la plupart d'entre elles, l'administration forestière conservait le droit de chasse qui était réservé à ses fonctionnaires supérieurs : Statthalter, Conseillers supérieurs des forêts, gardes généraux, etc.

Le régime très particulier de la chasse selon lequel celle-ci est exercée presque exclusivement par des chasseurs avertis, tous intéressés au peuplement de leurs territoires et à la protection de leur gibier, ne permet pas d'envisager le problème de la destruction des animaux nuisibles dans les mêmes conditions qu'en France. C'est ce qui explique sans doute l'absence, dans le régime allemand, d'un service public chargé spécialement de la destruction de ces animaux.

Cette question, cependant, a fait l'objet en Alsace-Lorraine d'une réglementation. Elle est contenue dans la loi sur la police de la chasse du 7 mai 1883.

L'article 2 accorde aux propriétaires, usufruitiers ou fermiers, le droit de détruire eux-mêmes les animaux nuisibles sur leurs terres. Les divers animaux, susceptibles d'être ainsi détruits, sont désignés par le ministre d'Alsace-Lorraine qui fixe également les moyens à employer pour y parvenir.

De plus, la nouvelle législation introduite en 1881 en Alsace pouvait dépasser son but : l'abondance du gibier, spécialement des lapins et des sangliers, dont la multiplication excessive pouvait devenir un danger sérieux pour les agriculteurs. C'est pourquoi l'article 5 de la loi sur la police de la chasse donne aux directeurs d'arrondissements, le droit de mettre en demeure les fermiers de la chasse de réduire leur gibier. Si le fermier refuse de s'exécuter, ou s'il ne se conforme qu'insuffisamment aux ordres reçus, le directeur d'arrondissement peut, soit permettre au propriétaire-cultivateur de détruire lui-même le gibier surabondant, soit ordonner des battues administratives « polizei jagden ».

Nous ne possédons pas de renseignements précis sur le fonctionnement de ces battues, ni sur les autorités chargées de leur exécution. L'article 5 décide seulement qu'elles ne peuvent être autorisées pour les lièvres et les chevreuils. En outre, les frais qu'elles entraînent sont mis à la charge du fermier de la chasse quand leur montant ne dépasse pas la valeur marchande du gibier tué, gibier remis, après la battue, à l'adjudicataire.

Ces mesures de destruction se sont révélées très insuffisantes après le retour de l'Alsace à la France, en ce qui concerne tout spécialement les sangliers. Pour les lapins, en effet, le cahier des charges type, établi en exécution de la loi de 1881, avait prévu des sanctions sévères en cas de développement excessif (article 20) de ces animaux. Tout adjudicataire, lâchant des lapins pour repeupler son territoi-

re, est passible d'une amende de 500 francs par pièce. Le maire, de plus, peut charger certains particuliers de procéder à la destruction des lapins.

Les dégâts causés par les sangliers avaient déjà pris une importance inquiétante sous l'occupation allemande. Mais, plutôt que de prendre des mesures énergiques de destruction, auxquelles d'ailleurs tentaient de s'opposer les fermiers des chasses, il fut imaginé un système d'indemnisation très particulier : dans chaque commune, était créée une caisse communale, alimentée au moyen d'une majoration de dix pour cent, opérée sur les prix d'adjudication de tous les districts de chasse. Les indemnités, évaluées par des estimateurs spécialement chargés de cette mission, étaient réparties par la commune entre les victimes des dégâts.

Tel était le régime en vigueur en 1918. Il avait donné satisfaction jusque-là ; mais le prix des produits agricoles augmentant, le chiffre des indemnités à payer par les caisses communales prit de telles proportions qu'il fut impossible d'y faire face, même en augmentant le pourcentage primitif. Le mécontentement très justifié des agriculteurs exigea des mesures nouvelles.

L'administration française songea alors à introduire en Alsace-Lorraine certains textes de notre législation relatifs à la destruction des animaux malfaisants et nuisibles.

Le rétablissement de la louveterie en Alsace-Lorraine. — Le décret du 27 août 1922 allait, dans les termes ci-dessous, étendre aux provinces reconquises l'organisation de la louveterie :

« *Article 1.* Sont déclarés applicables, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, à dater de la publication du présent décret :

1° Les textes législatifs et réglementaires sur la louveterie et notamment l'ordonnance du 20 août 1814 ;

2° L'arrêté du 19 pluviôse, an V, concernant la chasse des animaux nuisibles ;

3° Les dispositions de l'article 90, § 9, de la loi du 5 avril 1884, déterminant les pouvoirs des maires en ce qui concerne la destruction des animaux nuisibles.

« *Article 2.* Sont considérés comme animaux nuisibles, au sens des textes ci-dessus, ceux qui sont dénommés dans les ordonnances prises par l'ancien ministère d'Alsace-Lorraine en exécution de l'article 2 de la loi locale sur la police de la chasse du 7 mai 1883.

« *Article 3.* La propriété du gibier tué à la suite des mesures prises en exécution des textes de droit français, visé à l'article premier du présent décret est réglée d'après les principes du droit français en la matière. »

Dans son rapport au président de la République, le ministre, après avoir rappelé la situation très sérieuse résultant des méfaits causés par les sangliers, expose ainsi les raisons qui militent en faveur du rétablissement de la louveterie en Alsace :

« Il a semblé de toutes façons que l'introduction d'un texte français, comme l'arrêté du 19 pluviôse, an V, qui permet au préfet d'organiser, pour détruire les animaux nui-

sibles, des battues et des chasses collectives et de donner aux mêmes fins des autorisations de chasse individuelle pourrait avoir d'heureux résultats si on la combinait avec l'introduction de la législation sur la louveterie : les lieutenants de louveterie dont, les loups ayant à peu près disparu, le rôle traditionnel a cessé, continuent en effet à se rendre utiles en prenant la direction des chasses et battues contre les sangliers et en coordonnant des efforts qui restent sans utilité s'ils sont dispersés ; réintroduite en Alsace et en Lorraine, l'institution des louvetiers permettra donc de contribuer efficacement à la destruction des sangliers.

« Sans qu'il faille attendre de l'article 90, § 9 de la loi du 5 avril 1884 un bénéfice souverain, il a pourtant paru utile, dans un but d'unification législative, d'introduire également ce texte qui est relatif à la destruction des animaux malfaisants et nuisibles.

« La désignation de ces animaux résultant encore en Alsace-Lorraine d'anciennes ordonnances ministérielles, prises en exécution de la loi sur la police de la chasse, l'article 3 du projet de décret se réfère à cette situation.

« Enfin, la législation locale attribuant la propriété du gibier tué au cours des chasses ou battues administratives aux propriétaires de la chasse, il a semblé que le principe de la loi française qui considère le gibier tué dans de telles conditions comme *res nullius*, revenant à celui qui l'abat par droit d'occupation, était plus propre à intéresser les participants aux battues et à rendre celles-ci efficaces : il en résulte

tera d'ailleurs une pénalité indirecte pour le locataire de la chasse qui ne ferait pas son devoir en ce qui concerne la destruction des sangliers. »

Cependant, les pouvoirs des lieutenants de louveterie ne furent pas, en fait, appliqués tels quels et reçurent même de notables restrictions par circulaires préfectorales en 1923. Il fut notamment interdit aux louvetiers de procéder librement à leurs « quêtes ». En outre, les louvetiers alsaciens-lorrains ne sont pas assermentés¹. A quoi répondent ces restrictions tendant à gêner les louvetiers dans l'accomplissement de leur mission ? Selon l'opinion de M. Thormann², elles seraient le résultat de l'opposition très vive que les adjudicataires de chasse, surtout dans les forêts domaniales ont marquée à l'égard des louvetiers, quelque peu considérés par eux comme des intrus venant troubler le libre exercice de leur droit de chasse. Ces fermiers de chasse auraient même réussi à gagner à leur cause l'Administration des Eaux et Forêts qui ne fit rien pour faciliter la tâche des louvetiers.

Aussi, l'introduction de la louveterie en Alsace n'a-t-elle pas donné, et pour cause, les résultats escomptés en matière de destruction des sangliers.

Mais il fallait de toute nécessité payer les indemnités

1. Le droit de verbaliser résulte d'une modification apportée à la loi de 1844; cette loi n'étant pas applicable à l'Alsace-Lorraine, il était impossible de faire prêter serment aux Louvetiers en Alsace.

2. *La chasse en Alsace et en Lorraine et les dégâts de sangliers*, Strasbourg 1927, page 30 et suiv.

toujours plus élevées aux agriculteurs et, d'autre part, de nombreuses communes se plaignaient d'avoir à participer à la réparation de dommages commis la plupart du temps hors de leur territoire.

La loi du 28 juillet 1925 est venu substituer la responsabilité collective des chasseurs à celle des communes. Il fut créé un « Syndicat obligatoire des chasseurs en forêt » ; chacun de ses membres doit payer, proportionnellement à l'importance de sa chasse, une cotisation variant selon le chiffre des indemnités à payer dans l'année. En 1926, cette contribution s'éleva à 6 francs par hectares pour le département de la Moselle. En 1925, les sommes globales payées par le syndicat aux agriculteurs s'élevèrent à 1 million 305.000 francs pour le Bas-Rhin ; 757.000 francs pour le Haut-Rhin ; 997.000 francs pour la Moselle.

Certes, ce système de réparation des dommages causés par les sangliers donne satisfaction aux cultivateurs, et c'est peut-être là l'essentiel dira-t-on. Mais ne serait-il pas préférable de réduire raisonnablement le nombre des animaux nuisibles et de laisser les lieutenants de louveterie s'acquitter de cette tâche sous la surveillance du préfet et le contrôle de l'administration forestière ?

Il est permis de croire que le régime local de la chasse en Alsace, très supérieur, il faut le reconnaître, quant aux résultats, à celui que nous devons à la loi de 1814, pourrait se compléter utilement de la louveterie fonctionnant selon les mêmes principes qu'en France.

ANNEXE

I

COMMISSION D'UN LIEUTENANT DE LOUVETERIE DANS L'ANCIENNE FRANCE

*Lettres de provisions de lieutenant de louveterie en
Bourgogne, du 1^{er} août 1709.*

« Michel Sublet, Marquis d'Heudicourt, Seigneur d'Heubécourt, Saint-Pierre, la Brosse, le Mesnil et autres lieux, Conseiller du Roi en ses Conseils et Grand-Louvetier de France ; sçavoir faisons, qu'ayant pouvoir de Sa Majesté de commettre et établir des Lieutenants de Louveterie dans l'étendue de son royaume, pays et terres de son obéissance, forêts, bois et buissons et étant dûment informé des bonnes vies et mœurs du sieur Voslle Oreillard, écuyer, Conseiller du Roi, lieutenant de la connétablie et maréchaussée de France, et de la capacité, fidélité et affection au service de Sa Majesté et expérience au fait des chasses, et qu'il est besoin de commettre à la dite charge de Lieutenant de Louveterie, et qu'il nous aurait requis lui vouloir accorder nos lettres de provisions et en tant que besoin notre dit pouvoir : à ces causes, avons le dit sieur Oreillard nommé et établi, nommons et établissons en l'état de office de Lieutenant de la Louveterie, dans l'étendue de Châtillon-sur-Seine, en Bourgogne, présidial et baillage de la ville de montagne où il fera sa résidence et les environs,

forêts, bois et buissons, communes et dépendances avec pouvoir de faire porter les couleurs de Sa Majesté et de chasser aux loups, louveteaux, louves, loutvettes et renards, loutres, bléreaux et autres bêtes nuisibles qui y fréquentent à cors, cris, filets et autres engins propres et convenables même avec force de chiens et toutes sortes d'armes, bâtons et pièges tant dedans que dehors les forêts, bois et buissons de Sa Majesté, que ceux des princes, gentilshommes, ecclésiastiques, communes et autres ses sujets, pour par lui en jouir aux honneurs, autoritez, prérogatives, prééminences, franchises, libertez et exemptions, droits, profits revenus et émoluments appartenans y attribuez : Et pour ces effets, pourra le dit sieur Oreillard faire assembler un homme par feu de chaque paroisse de la dite étendue, jusqu'au nombre suffisant pour assister à la dite chasse : les quels seront tenus d'y aller ou envoyer sur peine d'amende ; et pour aucunement subvenir aux frais et dépenses qu'il conviendra faire pour ce regard, avons en vertu de notre dit pouvoir permis et permettons au sieur Oreillard de lever sur chacun habitant par feu, deux lieues à la ronde de finage en finage où la prise aura été faite, deux deniers parisis pour loups et louveteaux et quatre deniers pour louves et loutvettes, en contraignant au paiement à ce faire ceux qui pour ce seront à contraindre par toutes voies dues et raisonnables, forts toutefois les ecclésiastiques et mendiants, à la charge que le dit sieur Oreillard sera tenu d'apporter de six mois en six mois certificat de la prise qu'il aura faite es dites étendues : et ou aucuns seraient refusans d'aller ou envoyer à la dite chasse, ou voudraient chasser sans permission, permettons au dit sieur Oreillard d'en dresser procès-verbal et d'en informer, même contre ceux qui seront trouvés en délits aux forêts, bois, buissons et communes de Sa Majesté, et de se saisir de leurs armes, filets, engins, pour sur les dites informations, faire assigner les délinquants aux sièges des Eaux et Forêts de la Table de Marbre du Palais, à

Paris, pour y être jugez suivant les ordonnances ou par devant les Maîtres des Eaux et Forêts des baillages des provinces, et pour ce faire prions et requérons tous juges officiers et autres qu'il appartiendra, de donner confort, aide et assistance, si besoin est, au dit sieur Oreillard, pour l'exécution de ce que dessus et pouvoir à lui donné ; en témoin de quoi nous avons signé ces présentes et à icelles fait apposer le cachet de nos armes, et fait contre signer par notre secrétaire. »

II

ARRET DU CONSEIL PORTANT REGLEMENT
POUR LES CHASSES AUX LOUPS

(Versailles, 15 Janvier 1785).

Le Roi s'étant fait représenter, en son Conseil, les édits, ordonnances et règlements concernant les chasses aux loups et autres bêtes nuisibles ; les dites lois en date des mois de Janvier 1583, 1587 et 1600 ; Juin 1601, Juillet 1607 et Août 1669 ; et les arrêts du Conseil des 3 juin 1671 et 16 Janvier 1677 ; les provisions du Grand-Louvetier du 20 octobre 1602 et 9 décembre 1681 ; celui du 28 février 1773 ; et sa Majesté étant informée que nonobstant ces règlements, il s'est encore élevé des difficultés et des conflits entre les sieurs Grands Maitres et Officiers des Eaux et Forêts, le Grand Louvetier et officiers de la Louveterie, et les sieurs Intendants et commissaires départis. Et sa Majesté désirant prévenir ces difficultés, et fixer invariablement les formes les plus convenables pour qu'à l'avenir les huées et battues, pour la destruction de ces animaux, soient faites de la manière la plus prompte, elle a résolu de faire connaître ses intentions à ce sujet ; où le rapport, etc.,

Article premier. Maintient S. M., son Grand Louvetier dans le droit et faculté de chasser et faire chasser aux loups, louves, blaireaux, et autres bêtes nuisibles, par lui, ses lieutenants, sergents louvetiers, et autres qu'il pourra commettre, à cor et à cri, force de chiens, et avec toutes sortes d'armes, bâtons et pièges filets et engins tant dedans que dehors les bois, buissons, forêts en quelque lieu que ce soit du royaume soit dans les terres et domaines appartenant à S. M., soit dans celles appartenant aux ecclésiastiques, seigneurs et communautés.

Article 2. Fait S. M., défenses à toutes autres personnes de quelque état et condition qu'elles soient, de chasser aux loups louves, et autres bêtes nuisibles, à l'exception des seigneurs haut-justiciers, dans l'étendue de leurs terres, fiefs et seigneuries, sous peine de perdre leur fusil, filets et engins et de 500 livres d'amende.

Article 3. Ordonne S. M., que les dits Lieutenants, sergents louvetiers, et autres que le Grand Louvetier jugera à propos de commettre, seront tenus de faire présenter leurs provisions ou commissions au graffe de la maîtrise des lieux pour lesquels ils auront été commis, pour y être enregistrées sans frais, sur l'attache du Grand-Maître, sans que des dits enregistrement et attache on puisse induire que les Officiers de la Louveterie soient subordonnés à la juridiction des Maîtrises, pour l'exercice de leurs fonctions.

Article 4. Seront les Lieutenants, Officiers, sergents et gardes de la Louveterie, tenus de faire autant de huées et battues pour la chasse aux loups, qu'il sera jugé nécessaire lesquelles huées et battues ne pourront être faites qu'il n'y ait à la tête un ou plusieurs Officiers de la Louveterie.

Article 5. Ne pourront les dits Officiers de la Louveterie conformément à l'arrêt du Conseil du 28 février 1773, qui à cet égard et en tout ce qui ne sera pas contraire au présent

arrêt, sera exécuté sous sa forme et teneur, obliger les habitants des campagnes à marcher, ni les commander pour les huées et battues aux loups, que sur une permission par écrit des sieurs Intendants et commissaires départis, entre les mains desquels ils prêteront serment de bien et fidèlement exercer leurs commissions.

Article 6. Seront tenus les dits Officiers de la Louveterie de prévenir les gardes des Maîtrises des huées et battues aux loups dans les forêts du Roi, afin qu'ils soient à portée de veiller à ce qu'il ne se commette aucun délit dans les bois de S. M., et qu'ils puissent, en cas de contravention, en dresser leurs procès-verbaux dans la forme ordinaire.

Article 7. Seront pareillement tenus les dits Officiers de la Louveterie de faire avertir les gardes des seigneurs sur les terres desquels les battues devront être faites, afin qu'ils veillent à la conservation des bois et du gibier et qu'ils aident au surplus les Officiers de la Louveterie de la connaissance du local.

Article 8. Les dits Lieutenants, Officiers, sergents et gardes de la Louveterie, veilleront exactement à ce que dans les dites chasses du loup, il ne se passe rien de contraire aux ordonnances et règlements. Leur fait défenses, S. M., de tirer ou faire tirer pendant les dites chasses ou autrement détruire aucun gibier, à peine d'interdiction, et de plus grande peine s'il y échoit.

Article 9. Les habitants des campagnes, lorsqu'ils seront tenus, conformément aux ordonnances, d'assister aux dites battues, sous les peines qui seront prononcées par les dits sieurs Intendants et Commissaires départis dans les provinces.

Article 10. Défend S. M., aux Officiers de la Louveterie d'exiger aucune rétribution des habitants des campagnes, pour raison de leurs chasses ; S. M., autorisant les dits sieurs Intendants à accorder des gratifications à ceux qui auront justifié des prises de loup.

Article 11. Les dits Officiers de la Louveterie seront tenus de remettre, ou envoyer au Grand Louvetier, copie des permissions qu'ils auront obtenues pour faire les dites battues et huées, ou des ordres qui leur auront été donnés par les dits sieurs Intendants, ensemble les certificats par eux visés de leurs prises, le tout à peine, par les dits Officiers de la Louveterie, de destitution de leurs commissions.

Article 12. Pourront les dits sieurs Intendants lorsqu'ils le jugeront nécessaire, ordonner des battues générales ; et, à cet effet, commander une quantité suffisante d'hommes de chaque paroisse, pour, sous les ordres des Officiers de la Louveterie, faire les dites chasses générales. Permet S. M. aux dits sieurs Intendants d'accorder des ordonnances de gratifications à ceux qui s'en seront rendus susceptibles.

Article 13. Si les Officiers de la Louveterie d'une généralité ne suffisent pas en certaines circonstances l'Intendant de la province pourra appeler ceux des généralités limitrophes ; et, sur ses certificats, les Intendants de ces généralités limitrophes accorderont des ordonnances de gratification aux Officiers de Louveterie de leurs provinces, et ainsi réciproquement.

Article 14. Si ces battues n'étaient pas encore suffisantes pour parvenir à la destruction des loups, le Grand Louvetier fera passer un détachement de l'équipage, étant à la suite de la Cour, pour seconder les Officiers de la Louveterie dans les provinces.

Article 15. Les Officiers de la louveterie étant assimilés aux commensaux de notre maison, seront tenus de faire enregistrer, comme par le passé, à notre Cours des Aydes de Paris leurs provisions.

Articles 16. Enjoint S. M. à tous ses officiers, justiciers et sujets, d'obéir aux dits Officiers de la Louveterie, dans leurs chasses du loup ; de leur prêter et donner confort, aide et assistance quand ils en seront requis.

Article 17. Veut S. M., que les Lieutenants, Officiers, sergents et gardes de la Louveterie, jouissent de tous les privilèges, immunités et exemptions attribués à leurs offices par les anciens réglemens concernant la Louveterie, et notamment de l'exemption de la taille personnelle, de la collecte, de tutèle, curatèle et de nomination à icelles, de la trésorerie des hôpitaux, de marguillier et autres charges d'église, du logement des gens de guerre, guet et garde, patrouille, corvée, milice, avec faculté du port d'armes, de porter et faire porter les couleurs de S. M.

Article 18. Ordonne S. M., que le présent arrêt sera exécuté selon sa forme et teneur, dérogeant, en tant que de besoin, à tous les édits ordonnances, déclarations, arrêts et réglemens annule tous les jugemens, sentences et ordonnances à ce contraires ; ordonne que le présent arrêt sera enregistré au greffe de la Table de Marbre de Paris, à Paris, à ceux des Maîtrises particulières du Royaume.

III

*ARRETE DU 19 PLUVIOSE, AN V (7 février 1797)**Concernant la chasse des animaux nuisibles.*

Le Directoire exécutif, sur le rapport du Ministre des Finances, considérant que son Arrêté du 28 Vendémiaire dernier, portant défense de chasser dans les forêts nationales, ne doit mettre aucun obstacle à l'exécution des réglemens qui concernent la destruction des loups et autres animaux voraces :

Que l'ordonnance de Janvier 1585, article 13, enjoint aux agents forestiers de rassembler un homme par feu de leur arrondissement, avec armes et chiens propres à la chasse au loup, trois fois l'année aux temps les plus commodes :

Que celles de 1600 et 1601, ainsi que les arrêts du ci-devant

Conseil, des 6 Février 1697 et 14 Janvier 1698, leur enjoignant de contraindre les sergents louvetiers à chasser aux loups, renard et autres animaux nuisibles et de veiller à ce que cette chasse soit faite de trois mois en trois mois ou plus souvent suivant qu'il en sera besoin, par ceux qui avaient le droit exclusif de chasse, dans leurs terres ;

Arrête ce qui suit :

Artiule premier. L'arrêté du 28 Vendémiaire dernier, relatif à la prohibition de chasser dans les forêts nationales, continuera d'être exécuté.

Article 2. Néanmoins, il sera fait dans les forêts nationales et dans les campagnes, tous les trois mois, et plus souvent s'il est nécessaire, des chasses ou battues générales ou particulières aux loups, renards, blaireaux et autres animaux nuisibles.

Article 3. Les chasses et battues seront ordonnées par les administrations centrales des départements, de concert avec les agents forestiers de leur arrondissement, sur la demande de ces derniers et sur celle des administrations municipales du canton.

Article 4. Les battues ordonnées seront exécutées sous la direction et la surveillance des agents forestiers¹, qui régleront, de concert avec les administrations municipales de canton, les jours où elles se feront et le nombre d'hommes qui y seront appelés.

Article 5. Les corps administratifs sont autorisés à permettre aux particuliers de leur arrondissement qui ont des équipages ou autres moyens pour ces chasses, de s'y livrer sous l'inspection et la surveillance des agents forestiers.

Article 6. Il sera dressé procès-verbal de chaque battue, du nombre et de l'espèce des animaux qui auront été détruits : un extrait en sera envoyé au Ministre des Finances.

1. Abrogé : Les battues sont dirigées par le lieutenant de louveterie.

Article 7. Il lui sera également envoyé un état des animaux détruits par les chasses particulières mentionnées en l'article 5, et même par les pièges tendus dans les campagnes par les habitants ; à l'effet d'être pourvu ; s'il y a lieu, sur son rapport, au paiement des récompenses promises par l'article 20, section 4, du Code rural, et le décret du II Ventôse an III.

Article 8. Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera envoyé aux administrations centrales des départements.

LOI DU 10 MESSIDOR, AN V
Relative à la destruction des loups.

Le Conseil des Anciens adoptant les motifs de la déclaration d'urgence qui précède la résolution ci après, approuve l'acte d'urgence.

Suit la teneur de la déclaration d'urgence et la résolution du 9 messidor :

Le Conseil des Cinq Cents après avoir entendu sa commission spéciale, nommée sur le message du Directoire exécutif du 11 Brumaire. Considérant que depuis plus d'une année, des plaintes multipliées arrivent des départements sur les dévastations que commettent les loups ; qu'il est intéressant d'atténuer autant que possible, un fléau aussi terrible pour les troupeaux que pour les habitants des campagnes ; voulant légitimer les mesures prises par le Ministre de l'Intérieur pour en arrêter le cours ; déclare qu'il y a urgence.

Le Conseil après avoir déclaré d'urgence, prend la résolution suivante :

Article premier. Les fonds accordés provisoirement aux administrations départementales pour la destruction des loups, par ordre du Ministre de l'Intérieur, seront alloués à ce Ministre, sauf par lui de justifier de l'emploi.

Article 2. La loi du II Ventôse an III est abrogée, et, à l'avenir, par forme d'indemnité et d'encouragement, il sera accordé à tout citoyen, une prime de cinquante livres par chaque tête de louve pleine, quarante livres par chaque tête de loup, et vingt livres par chaque tête de louveteau.

Article 3. Lorsqu'il sera constaté qu'un loup, enragé ou non, s'est jeté sur des hommes ou des enfants, celui qui le tuera aura une prime de cent cinquante livres.

Article 4. Celui qui aura tué un de ces animaux et voudra toucher l'une des primes énoncées dans les deux articles précédents sera tenu de se présenter à l'agent municipal de la commune la plus voisine de son domicile et d'y faire constater la mort de l'animal, son âge et son sexe ; si c'est une louve, il sera dit si elle est pleine ou non.

Article 5. La tête de l'animal et le procès-verbal dressé par l'agent municipal, seront envoyés à l'administration départementale qui délivrera un mandat sur le receveur du département, sur les fonds qui seront, à cet effet, mis entre ses mains par ordre du Ministre de l'Intérieur.

Article 6. Le Directoire exécutif est autorisé à laisser subsister et même à former, s'il y a lieu, des établissements pour la destruction des loups.

IV

DECRET DU 8 FRUCTIDOR AN XII

Article premier. La surveillance et la police des chasses dans toutes les forêts impériales, sont dans les attributions du Grand Veneur de la Couronne.

Article 2. La Louveterie fait partie des mêmes attributions.

Article 3. Les conservateurs, inspecteurs et gardes forestiers recevront les ordres du Grand Veneur pour tout ce qui a rapport aux chasses et à la Louveterie.

V

REGLEMENT DU 1^{er} GERMINAL AN XIII

La Louveterie est dans les attributions du Grand Veneur (décret du 8 Fructidor an XII).

Le Grand Veneur donne des commissions honorifiques de Capitaine Général, de Capitaine et de Lieutenant de Louveterie, dont il détermine les fonctions et le nombre par Conservation forestière et par département, dans la proportion des bois qui s'y trouvent et des loups qui les fréquentent.

Ces commissions sont renouvelées *tous les ans*. Les dispositions qui peuvent être faites par suite des différents arrêtés concernant les animaux nuisibles appartiennent à ses attributions (attributions des Grands Officiers de la Couronne, art. 16 et 18 : du Grand Veneur).

Les Capitaines et Lieutenants de Louveterie reçoivent les instructions et les ordres du Grand Veneur pour tout ce qui concerne la chasse des loups.

Ils sont tenus d'entretenir à leurs frais un équipage de chasse composé au moins d'un piqueur, deux valets de limier, un valet de chiens, dix chiens courants et quatre limiers.

Ils seront tenus de se procurer les pièges nécessaires pour la destruction des loups, renards et autres animaux nuisibles dans la proportion des besoins.

Dans les endroits que fréquentent les loups, le travail principal de leur équipage doit être de les détourner, d'entourer les enceintes avec les gardes forestiers, et de les faire tirer au lancé. On découple si cela est jugé nécessaire car on ne peut jamais penser détruire les loups en les forçant ; au surplus, ils doivent présenter toutes leurs idées pour parvenir à la destruction de ces animaux.

Dans le temps où la chasse à courre n'est plus permise, ils

doivent particulièrement s'occuper à faire tendre les pièges avec les précautions d'usage, faire détourner les loups, et, après avoir entouré les enceintes de garde, les attaquer à traits de limier, sans se servir de l'équipage qu'il est défendu de découpler, enfin, faire rechercher avec le plus grand soin les portées de louves.

Ils feront connaître ceux qui auront découvert des portées de louveteaux. Il sera accordé pour chaque louveteau une gratification, qui sera double si on parvient à tuer la louve.

Quand les Capitaines, les Lieutenants de Louveterie ou les Conservateurs des Forêts jugeront qu'il serait utile de faire des battues, ils en feront la demande au Préfet, qui pourra lui-même provoquer cette mesure. Ces chasses seront alors ordonnées par le Préfet, commandées et dirigées par le Capitaine et les Lieutenants de Louveterie qui, de concert avec lui et le Conservateur, fixeront le jour, détermineront les lieux et le nombre d'hommes. Le préfet en prévendra le Ministre de l'Intérieur et le Capitaine de Louveterie.

Tous les habitants sont invités à tuer les loups sur leurs propriétés ; ils en enverront les certificats aux Capitaines ou Lieutenants de Louveterie de la Conservation Forestière, lesquels les feront passer au Grand Veneur, qui fera un rapport au Ministre de l'Intérieur, à l'effet de faire accorder des récompenses. Les Capitaines et Lieutenants de Louveterie feront connaître journellement les loups tués dans leur arrondissement, et, tous les ans, enverront un état général des prises.

Tous les trois mois, ils feront parvenir au Grand Veneur un état des loups présumés fréquenter les forêts soumises à leur surveillance.

Les Préfets sont invités à envoyer les mêmes états d'après les renseignements particuliers qu'ils pourront avoir.

Attendu que la chasse du loup qui doit occuper principalement les Capitaines et Lieutenants de Louveterie, ne fournit

pas toujours l'occasion de tenir les chiens en haleine, ils ont le droit de chasser à courre, deux fois par mois, dans les forêts impériales faisant partie de leur arrondissement, le chevreuil-brocard, le sanglier ou le lièvre suivant les localités. Sont exceptés les forêts et les bois du domaine impérial de leur arrondissement, dont la chasse est particulièrement donnée par l'Empereur aux Princes ou à toute autre personne.

Il leur est expressément défendu de tirer sur le chevreuil et le lièvre ; le sanglier est excepté de cette disposition, dans le cas seulement où il tiendrait aux chiens.

Ils seront tenus de faire connaître chaque mois le nombre d'animaux qu'ils auront forcés.

Les commissions de Capitaine et de Lieutenants de Louveterie seront renouvelées tous les ans ; elles seront retirées, dans le cas où les Capitaines et Lieutenants n'auraient pas justifié de la destruction des loups.

de la destruction des loups.

Tous les ans, au 1^{er} prairial (21 juin), il sera fait, sur le nombre des loups tués dans l'année, un rapport général qui sera mis sous les yeux de l'Empereur.

L'uniforme sera déterminé par un règlement ultérieur.

Le Grand Veneur,
Maréchal BERTHIER.

VI

ORDONNANCE DU 20 AOUT 1814

portant règlement sur l'organisation de la Louveterie.

Article premier. La Louveterie est dans les attributions du Grand Veneur.

Article 2. Le Grand Veneur donne des commissions honorifiques de Lieutenants de Louveterie, dont il détermine les

fonctions et le nombre par Conservation forestière et par départements, dans la proportion des bois qui s'y trouvent et des loups qui les fréquentent.

Article 3. Ces commissions sont renouvelées tous les ans.

Article 4. Les dispositions qui peuvent être faites par suite des différents arrêtés concernant les animaux nuisibles appartiennent à ses attributions.

Article 5. Les Lieutenants de Louveterie reçoivent les instructions et les ordres du Grand Veneur pour tout ce qui concerne la chasse des loups.

Article 6. Ils sont tenus d'entretenir à leurs frais un équipage de chasse composé d'au moins un piqueur, deux valets de limier, un valet de chiens, dix chiens courants et quatre limiers.

Article 7. Ils sont tenus de se procurer les pièges nécessaires pour la destruction des loups, renards et autres animaux nuisibles, dans la proportion des besoins.

Article 8. Dans les endroits que fréquentent les loups, le travail principal de leur équipage doit être de les détourner d'entourer les enceintes avec les gardes forestiers et de les faire tirer au lancé, on découple, si cela est jugé nécessaire car on ne peut jamais penser détruire les loups en les forçant. Au surplus, ils doivent présenter toutes leurs idées pour arriver à la destruction de ces animaux.

Article 9. Dans le temps où la chasse à courre n'est plus permise, ils doivent particulièrement s'occuper à faire tendre des pièges, avec les précautions d'usage, faire détourner les loups et, après avoir entouré les enceintes de gardes, les attaquer à traits de limiers sans se servir de l'équipage, qu'il est défendu de découpler ; enfin, faire rechercher avec grand soin les portées de louves.

Article 10. Ils feront connaître ceux qui auront découvert des portées de louveteaux. Il sera accordé par chaque louveteau une gratification qui sera doublée, si l'on parvient à tuer la louve.

Article 11. Quand les Lieutenants de Louveterie ou les Conservateurs des Forêts jugeront qu'il sera utile de faire des battues, ils en feront la demande au Préfet qui pourra lui-même provoquer cette mesure. Ces chasses seront alors ordonnées par le Préfet, commandées et dirigées par les Lieutenants de Louveterie, qui, de concert avec lui et le Conservateur, fixeront le jour, détermineront les lieux et le nombre d'hommes : le Préfet en prévientra le Ministre de l'Intérieur et le Grand Veneur.

Article 12. Tous les habitants sont invités à tuer les loups sur leurs propriétés ; ils en enverront les certificats aux lieutenants de Louveterie de la Conservation Forestière, lesquels les feront passer au Grand Veneur, qui en fera un rapport au Ministre de l'Intérieur à l'effet de faire accorder des récompenses.

Article 13. Les Lieutenants de Louveterie feront connaître journellement les Loups tués dans leur arrondissement, et, tous les ans, enverront un état général des prises.

Article 14. Tous les trois mois, ils feront parvenir au Grand Veneur un état des loups présumés fréquenter les forêts soumises à leur surveillance.

Article 15. Les Préfets sont invités à envoyer les mêmes états d'après les renseignements particuliers qu'ils pourraient avoir.

Article 16. Attendu que la chasse au loup, qui doit occuper principalement les Lieutenants de Louveterie, ne fournit pas toujours l'occasion de tenir les chiens en haleine, ils ont le droit de chasser à courre deux fois par mois, dans les forêts de l'Etat, faisant partie de leur arrondissement, le chevreuil-brocard, le sanglier ou le lièvre, suivant les localités. Sont exceptés les forêts ou les bois de leur arrondissement, dont la chasse est particulièrement donnée par le Roi aux Princes ou à toute autre personne.

Article 17. Il leur est expressément interdit de tirer sur le

chevreuil ou le lièvre ; le sanglier est excepté de cette disposition dans le cas seulement où il tiendrait aux chiens.

Article 18. Ils seront tenus de faire connaître chaque mois le nombre des animaux qu'ils auront forcés.

Article 19. Les commissions de Lieutenants de Louveterie seront renouvelées tous les ans ; elles seront retirées dans le cas où les Lieutenants n'auraient pas justifié de la destruction des loups.

Article 20. Tous les ans, au 1^{er} mai, il sera fait sur le nombre des loups tués dans l'année, un rapport général qui sera mis sous les yeux du Roi.

Circulaire du 31 mars 1926 du ministre de l'agriculture à MM. les Préfets, relative au droit de verbaliser accordé aux Lieutenants de Louveterie (Loi du 23 février 1926).

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la loi du 23 février 1926 portant modification de l'article 22 de la loi du 3 mai 1844 sur la Police de la Chasse.

L'innovation introduite dans la législation sur la chasse porte sur la désignation des agents chargés de la recherche et de la constatation des délits de *chasse*, au nombre desquels figurent dorénavant les lieutenants de louveterie. Mais ils ne sont habilités à participer à la répression des délits de cette nature que dans l'exercice de leurs fonctions. C'est ce qui résulte de la discussion de la loi au Sénat (*J. O.* du 13 février 1926).

Les louvetiers doivent être considérés comme étant en fonctions dans les quatre cas ci-après :

1° Au cours de battues administratives ;

2° Quand ils agissent en vertu d'autorisations individuelles de destruction que peut leur donner l'autorité préfectorale en vertu de l'article 5 de l'arrêté du 19 pluviôse an V ;

3° Au cours de missions que l'autorité préfectorale peut leur confier pour la destruction des animaux nuisibles et la répression du braconnage.

4° Au cours des chasses à courre au sanglier, qui sont autorisées en temps d'ouverture, dans les forêts domaniales, deux jours par mois, pour tenir les chiens en haleine, en vertu de l'Ordonnance du 20 août 1814, modifiée par celles des 24 juillet 1832 et 23 juin 1845.

En dehors de ces quatre cas, les louvetiers ne sauraient être considérés comme occupant une fonction de service public ; ils n'auront donc aucune qualité pour dresser procès-verbal en matière de chasse.

Etant donné que les louvetiers ne font pas partie d'une administration hiérarchisée, que, ne rentrant pas dans la catégorie des Officiers de Police judiciaire (art. 9 c. i. c), ils ne sont pas placés sous la surveillance du Procureur de la République et qu'il est cependant nécessaire de les soumettre, comme tous les agents de répression, à un contrôle administratif, j'ai chargé l'Administration des Eaux et Forêts, dans les attributions de laquelle rentrent les fonctions anciennement dévolues au Grand Veneur, d'exercer ce contrôle.

En conséquence, tout procès-verbal dressé par un louvetier devra être transmis à l'Inspecteur des Eaux et Forêts, Chef de service, dans la circonscription duquel se trouve le lieu du délit. il appartiendra à cet Officier forestier d'apprécier la suite que devront comporter ces procès-verbaux ; il aura, en outre, qualité pour donner aux louvetiers toutes directives utiles en vue de la bonne marche du service de police dont ils sont chargés.

Les imprimés nécessaires à la rédaction des procès-verbaux numérotés et paraphés, comme il est d'usage en matière forestière, par l'Inspecteur des Eaux et Forêt compétent, seront remis aux louvetiers au fur et à mesure de leurs besoins et sur leur demande.

Enfin, je crois devoir vous signaler la nécessité qu'il y aura, au moment du renouvellement annuel des Commissions de Lieutenants de Louveterie, de tenir compte dans les nominations, non seulement du point de vue technique de la destruction des animaux malfaisants et nuisibles, mais encore de l'aptitude de chaque candidat aux nouvelles fonctions confiées aux louvetiers.

Vous voudrez bien donner connaissance aux Lieutenants de Louveterie de votre département des dispositions de la présente circulaire qui les concernent spécialement.

Le Ministre de l'Agriculture,
Jean DURAND.

LA LOUVETERIE

Etat des loups, détruits depuis 1818

Années	Quantité de Fauves	Années	Quantité de Fauves
1818	1.667	1894	245
1819	2.085	1895	249
1820	1.950	1896	171
1821	1.495	1897	189
1822	1.333	1898	197
1823	2.131	1899	207
1824	1.980	1900	115
1825	1.634	1901	155
1826	1.150	1902	73
1827	1.229	1903	99
1828	861	1904	92
1829	834	1905	93
1841-1842	700	1906	86
1862	210	1907	85
1863	254	1908	62
1864	226	1909	68
1865	222	1910	18
1866	232	1911	27
1882	423	1912	21
(partie)		1913	38
1883	1.316	1914	18
1884	1.035	1915	19
1885	900	1916	49
1886	760	1917	58
1887	701	1918	88
1888	505	1919	45
1889	515	1920	23
1890	461	1921	12
1891	404	1922	6
1892	327	1923	6
1893	261	1924	8

1, En 12 ans, de 1818 à 1829, il a été détruit, par les Lieutenants de Louveterie, 18.709 loups.

De 1817 à 1842, et dans le seul département des Vosges, il a été détruit 1.612 loups,

Il y a lieu de signaler que le tiers environ des Lieutenants de Louveterie se sont dispensés d'envoyer leurs états à l'Administration des Forêts.

CONCLUSION

Au terme de cette étude, il reste à résumer les idées essentielles qui s'en dégagent.

La première et la principale consiste, il semble, à apprécier l'organisation qu'a reçue la louveterie. Or il résulte des développements précédents que, à tous les points de vue, cette organisation, tout au moins celle qui est postérieure à la Révolution, prouve l'absence de toute méthode.

Nous avons essayé de démontrer les difficultés que l'on éprouve à classer d'une manière précise les animaux nuisibles. Quels sont ceux que le propriétaire peut détruire lui-même en tout temps ? Ceux que les autorités ont la charge de détruire. Autant de points sur lesquels règne une incertitude qu'illustrent une jurisprudence et une doctrine en désaccord fréquent.

Des difficultés surgissent aussi pour désigner les autorités préposées à la destruction. Les pouvoirs confiés aux maires en 1884 n'ont pas été sans soulever des critiques. Enfin, la fonction elle-même de louvetier a un caractère tel que son titulaire est à la fois plus qu'un particulier et moins qu'un fonctionnaire.

Certes, le lieutenant de louveterie est commissionné ; il

est doté d'un uniforme, mais il n'est pas appointé, et il est, sauf erreur, le seul agent bénévole de l'administration, ce qui valait bien la peine d'être signalé, pour la rareté du fait...

Le caractère si particulier de la fonction de louvetier rend aussi très complexe la question de savoir de quelle autorité on peut le faire dépendre et nous avons indiqué tous les inconvénients qui en résultent.

Quant à l'efficacité du rôle joué par la louveterie, les résultats qu'elle a obtenus à l'égard des loups, ceux qu'elle obtient aujourd'hui contre tous les animaux qu'elle est chargée de détruire, constituent les meilleurs titres en sa faveur. On a pu, d'ailleurs, se rendre compte que toutes les critiques faites au cours de ce travail, s'adressaient plus au régime qui lui a été donné qu'à l'institution elle-même.

Vu : Le président de la thèse,

Achille MESTRE.

Vu : le Doyen.

H. BERTHÉLÉMY.

Vu et permis d'imprimer

Lyon, le 11 avril 1930,

Le Recteur,

CHARLÉTY.

IMPRIMERIE J. BIÈRE

18-20-22, RUE DU PEUGUE

B O R D E A U X

1930
